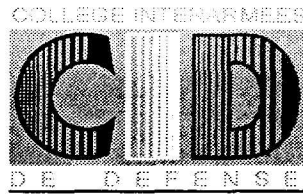
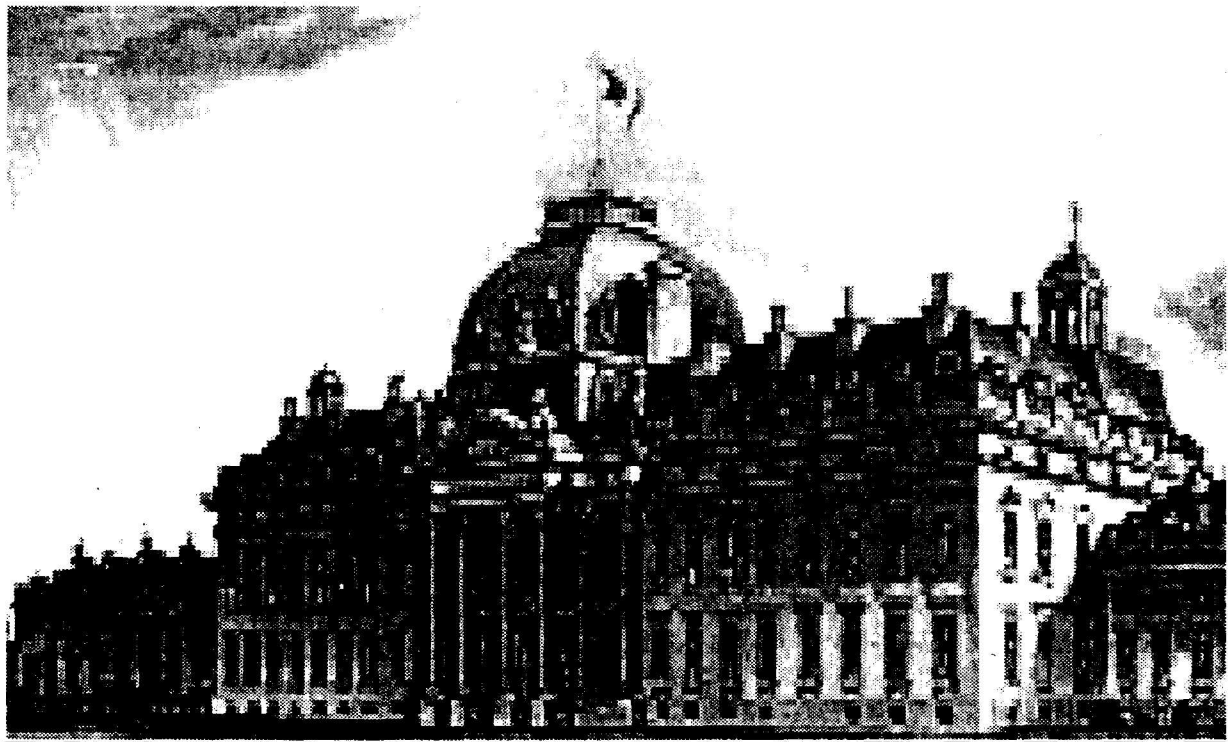


1998 - 388



# Etude dirigée de géopolitique



## L'Asie non chinoise

GRUPE A6

## PARCIPANTS A L'ETUDE DIRIGEE "L'ASIE NON CHINOISE"

### E.D.2 GROUPE A6

Directeur d'étude: Madame Niquet, conférencier à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à l'Université de Paris Sorbonne

GROUPE A6 : Elève pilote: CDT Air Akiyama (Japon)  
Stagiaires: COL Air Mulasikwanda (Zambie)  
LCL Air Rutz (France)  
CF de Dalmassy (France)  
CF Debavalya (Thaïlande)  
LCL Terre Serrano (Brésil)  
LCL Terre Laroui (Maroc)  
LCL Terre Kanikomo (Mari)  
LCL Terre Bacsis (Roumanie)  
LCL Terre Al Safar (Quatar)  
LCL Terre de Guillebon (France)  
CEN Terre Boisgontier (France)  
CBA Terre Gbakela ( Centrafrique )  
CDT Terre Mares (Rep. Tchèque)

### sommaire

#### Introduction

Séance1: L'Asie non chinoise : Un objet stratégique majeur et complexe

##### Compte rendu

Exposé A1: Bref rappel des accords de sécurité existants entre les Etats-Unis et les pays de la zone

Exposé A2: Le débat autour de l'asiatisme

Séance2: Le théâtre de l'Asie du NORD-EST

##### Compte rendu

Exposé B1: Point sur la question coréenne

Exposé B2: La Russie et le Japon et la question des îles Kouryles

Séance3: Le théâtre de l'Asie du SUD-EST

##### Compte rendu

Exposé C1: L'ANSEA

Exposé C2: La question birmane

Séance4: Le maintien de la stabilité régionale

##### Compte rendu

Exposé D1: Les évolutions récentes de la politique asiatique de Washington

Exposé D2: Le Forum Régional de l'ANSEA (ARF)

#### Fiche de synthèse

## INTRODUCTION

Mme NIQUET est responsable de l'étude "Le poids géostratégique de l'Asie non chinoise". Elle est une spécialiste de géostratégie de l'Asie orientale. Elle se consacre à l'observation et à l'analyse des questions stratégiques dans la zone Asie-Pacifique. Elle a réussi en 1985 le doctorat de troisième cycle en Science politique sur le thème des relations internationales, et plus particulièrement sur les relations sino-soviétiques pendant la seconde guerre mondiale 1937-1945.

Elle est chargée de conférences à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à l'Université de Paris Sorbonne. Elle est consultant auprès du CAP, et auprès du ministère de la défense.

Notre sujet d'étude dirigée est l'Asie non chinoise. Malheureusement cette année, l'Asie est divisée en deux parties, la Chine et les autres pays. A mon avis, c'est un peu dommage de discuter de l'Asie sans la Chine. En effet la Chine augmente sa puissance économique et politique dans la région Asie-Pacifique. Les autres pays ne peuvent pas ignorer son influence.

L'Asie est une région très intéressante économiquement et politiquement. Son développement économique était magnifique jusqu'en juillet dernier. Malheureusement, le choc économique a atteint l'Asie et son économie s'en ressent. Mais les Asiatiques sont travailleurs, son économie donc se rétablira dans quelques années, j'espère. Politiquement, les Etats-Unis, la Chine et le Japon et aussi l'ANSEA composent quatre grands pôles politiques dans cette région.

## **SEANCE1:**

# **L'Asie non chinoise : Un objet stratégique majeur et complexe**

**COMPTE RENDU ( CEN BOIGONTIER : France )**

### **Présentation de l'étude dirigée.**

Pourquoi l'Asie non chinoise ? Parce qu'étudier l'Asie dans sa globalité relève de la gageure. Aussi, cette année cette étude est divisée en trois sous-parties, la Chine, le sous-continent indien et l'Asie non chinoise. Mais, ignorer dans cette étude la place de la Chine sera très difficile.

### **Exposé d'introduction de Mme NIQUET**

L'Asie non chinoise est à la fois un objet majeur et complexe.

#### **Un objet majeur**

C'est en effet un objet majeur à l'heure d'un monde interdépendant. L'espace asiatique a acquis une importance nouvelle qu'il n'avait jamais connu. Ainsi, il n'avait jamais eu d'autonomie politique et a été le théâtre d'une lutte d'influence entre les puissances coloniales (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Etats-Unis,...). Après la décolonisation, cette absence d'autonomie s'est poursuivie avec la mise en place des blocs pro-américain et communiste. Avec l'effondrement du système bipolaire, le paysage stratégique a été bouleversé et cette région a pu acquérir son autonomie. L'Asie non chinoise peut désormais parler pour elle-même. Toutefois, l'émergence du géant chinois, même si elle permet d'envisager des opportunités nouvelles, génère aussi des menaces nouvelles.

Par ailleurs, cette zone a acquis un poids économique considérable au point que le moindre bouleversement dans cette région est ressenti dans le monde entier. La crise financière de juillet 1997, doublée d'une crise économique et politique, a engendré des réactions nationalistes violentes contre les milieux financiers internationaux.

#### **Un objet complexe**

Mais l'Asie non chinoise est aussi un objet complexe. C'est un espace qui s'étend du Japon à l'Asie du Sud-Est. Mais, quid de l'Extrême-Orient russe alors que celui-ci se tourne de plus en plus vers le Japon et la Corée du Sud ? quid de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande qui revendiquent aussi leur appartenance au monde asiatique ?

Cette région a de nombreux traits de géographie physique et humain communs. Les différences climatiques (hormis l'île d'Hokkaido) sont en effet minimes. Tous ces pays sont ceux de la mousson et des typhons. Tous connaissent des éruptions volcaniques ou des tremblements de terre. Ceci peut en partie expliquer le caractère opiniâtre des habitants de cette zone. C'est une région qui applique une agriculture identique (culture de jardinage) et qui a une architecture relativement commune.

Mais cette région connaît des différences culturelles. On trouve tout d'abord une influence très importante de la culture chinoise. Il existe ainsi une Asie sinisée (Corée, Japon, Vietnam) où le confucianisme et l'écriture cunéiforme sont présents (sauf au Vietnam où cette écriture a été abandonnée au 17e siècle. Il y a aussi une Asie «indianisée» (Cambodge, Birmanie, Thaïlande), une Asie islamique (Malaisie, Indonésie, Brunei) et une Asie catholique (Philippines). Il y a enfin la fermeture du Japon qui pour certains leaders asiatiques sert de contre-modèle à la modernité occidentale.

Il y a aussi des diversités politiques. Les régimes en place sont en effet très différents mais s'ils sont tous sur la voie de la démocratisation. En effet, ce processus est provoqué par l'émergence d'une classe moyenne plus exigeante, plus avide de liberté, d'informations et d'ouverture politique. Mais quelle sera la capacité de ces régimes à encaisser le choc de la crise financière.

#### Perception de la zone asiatique

L'influence de la Chine sur cette région est considérable. Elle est d'une part idéologique avec l'intérêt que ce pays montre pour l'asiatisme (défense des valeurs asiatiques qui sont en fait surtout chinoises). D'autre part, la Chine est le moteur du développement de cette zone. Elle représente ainsi un marché considérable mais est aussi un concurrent pour les économies des pays de cette région en raison de l'invasion de produits chinois bon marché. Il existe toutefois une complémentarité entre les économies de la Chine et celle de l'Asie du Nord (Japon, Corée du Sud), complémentarité qui est moins évidente avec les économies des pays de l'Asie du Sud-Est malgré l'importance des capitaux de la diaspora chinoise dans cette dernière zone.

Le poids économique de l'Asie non chinoise est considérable. Le Japon est en effet la deuxième puissance économique du monde. Avec un PNB supérieur à 5 000 milliards de dollars et une réserve de changes de 230 milliards de dollars, le Japon est le premier créancier du monde et possède 10% des bons du trésor américains. Il est le moteur du développement en Asie puisqu'il a d'abord délocalisé et investi vers les dragons (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hongkong) puis vers l'Asie du Sud-Est (Thaïlande, Indonésie, Malaisie) et maintenant vers les pays du bloc communiste (Chine, Vietnam). Mais il n'est pas évident que le Japon pourra continuer à remplir le rôle de locomotive de la région. Qui plus est, la Chine ne prendra pas totalement la relève de ce pays car à la différence des capitaux japonais qui sont investis pour des travaux lourds (infrastructure), les capitaux chinois le sont uniquement pour des projets à court terme (immobilier, tourisme).

#### Conclusion

Il y a maintenant de nouveaux équilibres stratégiques en Asie orientale. Si en Europe, la fin de la guerre froide a fait disparaître la perspective d'une menace majeure, la situation en Asie est au contraire plus difficile et bien plus dangereuse à long terme. L'effondrement de l'URSS a en effet révélé les ambitions de la RPC en mer de Chine et la région est devenue le premier marché mondial d'armement en raison de la modernisation rapide des pays qui la compose.

Il n'y a plus d'affrontements de blocs (sauf en Corée et au Cambodge) ni de guérillas intérieures (sauf aux Philippines avec les Moros) mais nous assistons à une

résurgence des conflits de souveraineté entre la Chine et ses voisins : Corée du Sud, Japon, Taiwan, Vietnam, Philippines, Malaisie et Brunei.

Par ailleurs, la crise financière pourrait entraîner à terme, la remontée des nationalismes contre les Chinois de la diaspora qui contrôle une bonne partie de l'économie de la région.

### **Exposé du LCL SERRANO**

« Bref rappel des accords de sécurité existants entre les USA et les pays de la zone. »

### **Exposé du CF DEBAVALYA**

« Le débat autour de l'Asiatisme. »

### **Commentaires de Madame NIQUET sur les deux exposés.**

#### **Premier exposé**

Les USA ont implanté trois lignes de défense dans la zone : une ligne avancée (Japon, Corée, Philippines), une ligne médiane (Hawaii, Guam, Midway) et une ligne arrière (la côte Ouest). La Chine veut faire de même en instituant deux lignes de défense : la première en Mer de Chine et la seconde au large du Pacifique.

En automne 1997, l'agence de sécurité japonaise a défini de nouvelles missions qui concernent à la fois le territoire du Japon et les intérêts japonais dans la zone. Malgré la présence des USA dans la zone, les pays de l'Asie non chinoise ont parfois des inquiétudes sur la volonté réelle des forces américaines d'intervenir dans la région. Il est toutefois évident que la Chine qui avait des prétentions sur les îles vietnamiennes jusqu'en 1992 ne s'est intéressé aux îles Spratley qu'après le départ des Américains des Philippines.

#### **Deuxième exposé**

Le débat sur l'asiatisme s'inscrit dans une rancœur contre l'occident et dans une crainte des blocs économiques comme l'UE ou l'ALENA. Aussi les pays de l'Asie non chinoise cherchent à créer un bloc asiatique. Ce bloc avant tout économique doit aussi être un bloc de défense asiatique calqué sur la CSCE.

## **EXPOSE A1 ( LCL SERRANO : Brésil )**

### **Les accords de sécurité des Etats-Unis dans le Sud-Est asiatique**

#### **1 Introduction**

La présence américaine dans le Pacifique et l'Asie du Sud-Est remonte au dernier siècle. C'était l'amiral américain Perry qui a forcé le Japon à s'ouvrir au monde en 1853. Des navigateurs américains ont exploré les îles de Micronésie et la Marine a maintenu une présence dans les mers de Chine.

Après la guerre contre l'Espagne en 1898, les Etats-Unis ont annexé les Philippines et les îles Guam et Wake, anciennes possessions espagnoles. Au début de ce siècle, ils ont annexé la république d'Hawaii.

Cependant les Etats-Unis n'avaient pas encore des gros intérêts dans le Pacifique et l'Asie dirigeante étaient plus attirés par les affaires européennes. Après la IGM, ils ont accepté, lors de la conférence sur désarmement, de ne pas fortifier leurs îles à l'ouest d'Hawaii, ce qui leur a coûté très cher lors de l'attaque japonaise à Pearl Harbor.

Par contre, après la IIGM, les Etats-Unis ne renouvellent pas l'erreur de 1918. Ils ont occupé toutes les îles abandonnées par les japonais, inaugurant la période de 30 années de la paix américaine dans la région.

La menace communiste s'est aussitôt manifestée après la fin de la guerre. Donc la stratégie américaine s'est structurée pour accomplir l'objectif d'endiguer le bloc communiste aux ses propres frontières.

Cette stratégie se fondait sur trois lignes de défense: Ligne avancée.

En extrême orient, enserrant le continent asiatique et contrôlant ses accès à la mer. Ligne centrale qui part de l'Alaska vers l'Hawaii et Micronésie. Ligne côtière englobant les bases installées sur territoire continental des Etats-Unis. La ligne avancée, la plus importante pour notre sujet, a été renforcée moyennant une série des accords de sécurité signés dans les années 50 entre les Etats-Unis et les pays où ils avaient des bases militaires. La guerre en Corée a été un important facteur d'amorçage de ces accords.

#### **2 Les traités**

##### **2.1 Les Philippines**

Le premier accord de sécurité signé par les Etats-Unis dans la région, c'était celui avec les Philippines, le Traité de Défense mutuelle, le 3 août 1951, lequel est entré en vigueur l'année suivante.

Les Etats-Unis possédaient des bases de Subic Bay ( naval ) et Clark Field ( aérienne ). En 1947, les Etats-Unis ont imposé aux philippines nouvellement indépendantes un accord leur assurant l'usage gratuit de leurs bases dans ce pays pour une période de 99 ans.

L'accord concernant l'usage des bases a été modifié en 1979, assurant aux Etats-Unis l'utilisation des bases jusqu'en 1991. En 1992 les bases ont été tendues aux Philippines.

## 2.2 Le Japon

Au début des années 50 les USA ont organisés un réseau de bases très étendu au Japon, parmi lesquelles se détachent les bases navales de Yokosuka sur le Pacifique et Sasebo tournée vers les mers de Chine, ainsi qu'un gigantesque ensemble des bases combinées à Okinawa, d'où opéraient les avions du Stratégique Air Command, des avions tactiques et des Marines,

Le traité de défense mutuelle a été signé le même jour que le traité de paix, le 8 septembre 1951. Ce traité a été remplacé par le traité de coopération mutuelle et de sécurité, signé le 19 janvier 1960.

D'après ce traité les USA assumaient la tâche d'assurer la défense du Japon, et la stabilité dans la région au moyen de leurs bases y installées.

## 2.3 Corée du Sud

Les forces nord-coréennes ont envahi la Corée du sud le 25 juin 1950. Les hostilités ont duré jusqu'au 27 juillet 1953, où les forces nord coréennes, chinoises et le commandement des Nations Unis ont signé un armistice. Cet armistice n'a été signé ni par les USA ni par la Corée du Sud. De cette façon, un état de belligérance existe encore techniquement dans la péninsule. Dès alors les USA se sont impliqués dans la défense de la Corée du sud, avec laquelle ils ont signé, le 1 octobre 1953, un traité de défense mutuelle. Les forces américaines en Corée sont fortes d'une division d'infanterie et d'une force aérienne.

## 2.4 Thaïlande

La Thaïlande et les USA, parmi d'autres pays, ont signé le 8 septembre 1954, le Pacte de Manille, dont le but était d'organiser la sécurité en Asie du sud-est, face à la menace communiste. Ce pacte était à l'origine de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est(OTASE). Cette organisation cependant n'a jamais été efficace comme son modèle l'OTAN et elle a fini par être dissoute en 1977.

Malgré la dissolution de l'OTASE, le Pacte de Manille reste en vigueur.

Les USA ont maintenu une base aérienne en Thaïlande jusqu'en 1976.

## 3 Conclusion

Dû à la perte de leurs bases en Thaïlande et Philippines, le Japon reste le seul point d'appui américain pour faire face à une menace dans la région. Les forces stationnées en Corée répondent plutôt à des impératifs politiques et localisés à la péninsule coréenne qu'à une stratégie globale.

Maintenant. Après la période de la guerre froide; les USA mènent des actions diplomatiques pour réaffirmer leur intention d'assurer la stabilité et sécurité des pays de la région. A ce propos, l'administration Clinton a annoncé aux pays sud-asiatiques, en garantissant de maintien de leur niveau de force dans la région, c'est-à-dire, environ 100000 hommes.

En plus, ils ont renforcé leur rapport stratégique avec le Japon en annonçant, lors de la visite du Président Clinton au Japon en 1996, l'Alliance pour le siècle XXI. Ce qui confirme que les rapports de sécurité entre le Japon et les USA reste fondé sur le traité de coopération mutuelle et sécurité, ainsi que reconnaît que la présence militaire américaine dans la région est encore indispensable à la paix et à la stabilité en Asie du sud-est.

## **EXPOSE A2 ( CF DEBAVALYA : Thaïlande )**

### **Le débat autour de l'asiatisme**

#### **Introduction**

Avec plus de 3 milliards d'hommes, l'Asie compte les trois cinquièmes de l'effectif total de l'humanité. Pourtant, le continent asiatique, avec ses 44 millions de km<sup>2</sup>, n'est pas tellement plus vaste que l'Amérique, deux fois moins peuplée. La part des économies asiatiques dans le PNB mondial s'est élevée de 4 % en 1960 à 25 % en 1992, et devrait atteindre 33 % en 2002. L'Asie n'est pas et n'a jamais été une notion évidente. Au cours du siècle, sauf à de très rares moments, elle a eu plus de signification pour les étrangers, principalement les occidentaux, que pour les peuples qui la composaient: pour ceux-ci, elle était un monde de rencontres, mais plus encore de différence. Même lorsqu'ils étaient analogues ou communs, les événements qui s'y sont produits durant la guerre froide n'étaient pas toujours, et se trouvaient moins souvent encore présentés comme, asiatiques.

Depuis la fin de la guerre froide, cependant, cette situation s'est modifiée pour devenir décisif, alors que par ailleurs le théâtre politique devenait de plus en plus autonome. L'Asie comme champ politique, est beaucoup moins directement reliée qu'auparavant à la scène mondiale et, à côté des Etats-Unis, les acteurs régionaux (Inde, Chine, Japon) y jouent un rôle plus important. D'autre part et surtout, à Singapour et Kuala Lumpur, est apparu un véritable discours sur et pour l'Asie : l'asiatisme. Ce discours vise à faire apparaître une «asianité», c'est-à-dire une identité commune aux sociétés asiatiques, par opposition aux caractéristiques occidentales.

#### **La doctrine**

Venons-en maintenant à l'exposé de la doctrine «asiatisme». Patelin, un diplomate singapourien écrit en 1993 que les pays d'Asie «sont de plus en plus conscients de leur propre civilisation et tendent à situer la source de leur succès économique dans leurs traditions et leurs institutions distinctives». Pour le malaysien Anwar Ibrahim, une action volontaire est nécessaire : «Nous devons rendre la nouvelle Asie aussi vibrante et édifiante sur le plan culturel qu'elle est forte et dynamique sur le plan économique».

Le point essentiel de l'argumentation asiatiste est que le triomphe des économies asiatiques s'explique avant tout par des valeurs morales particulières : «valeurs asiatiques». C'est une liste très représentative de la conception singapourienne : la valorisation de la famille, la motivation pour l'éducation, le goût du travail acharné et le sens de l'épargne». Du côté malaysien, la liste est moins précise et la présentation plus religieuse : c'est l'islam qui fonde les valeurs morales. Cela veut dire que les valeurs peuvent être universelles mais la façon dont elles sont mises en pratique est différente. En attendant, par quel rôle nouveau doit se traduire l'ascension de l'Asie ?

développement, alors que ceux-ci ne peuvent survivre sans une autorité forte. Si l'on suit cette hypothèse, alors on doit interpréter aussi la naissance de l'asiatisme au début des années quatre-vingt-dix comme la réaction des nationalismes d'Asie du Sud-Est au redoublement des menaces contre leur indépendance.

En tout cas, la version occidentale du modèle démocratique est vivement critiquée et en toute hypothèse, la démocratie occidentale n'est pas immédiatement adaptable aux autres réalités culturelles et économiques. C'est à dire qu'en Asie, la démocratie n'est pas aujourd'hui un absolu : «Plus importants sont la discipline, le travail et une capacité certaine de produire», affirme Lee Kuan Yew. Ainsi le discours asiatiste ne se contente pas de critiquer la décadence économique et morale de l'occident : il définit ce que l'on pourrait appeler un «demi-modèle» politique particulier à la région. L'asiatisme esquive en fait le débat frontal qu'il suscite entre modèle occidental et modèle asiatique.

De plus, l'asiatisme ne comporte aucun message positif sur la nature et l'organisation de la région. Quelques articles font seulement l'éloge de la capacité des pays d'Asie de vivre en paix.

### **Hypothèses d'explication**

Il s'agit, au sens strict, d'une idéologie de l'Asie. Par opposition à l'islamisme, l'asiatisme est laïque. Par opposition au marxisme-léninisme, il prône qu'une société possède en commun des caractéristiques éthiques et des intérêts économiques qui l'emportent de loin sur les différences et les divergences internes.

Le destin de l'asiatisme et plus généralement les contours futurs de l'Asie dépendent immensément de l'évolution des trois grands pays de la région : l'Inde, la Chine et le Japon. Ces trois pays, durant la guerre froide, sont restés très attentifs à leur environnement de sécurité. Depuis la fin de la guerre froide, que s'est-il passé ?

### **L'Inde et l'asiatisme**

Cet immense pays est pratiquement absent du discours asiatiste. En revanche, l'asiatisme s'intéresse de près à la Chine et au Japon. La Chine a été soutenue de multiples façons. Le cas indien illustre assez bien la portée et les limites de l'asiatisme. La culture est plus manipulée en fonction d'objectifs précis, mais pas uniquement matériels. Certes, l'existence de traditions communes peut être invoquée pour nouer plus facilement des liens économiques, voire être coopté dans des organisations régionales. Ce qui est le plus important est toutefois ailleurs : l'asiatisme indien vise surtout à renverser un rapport de forces défavorable avec l'occident. Pour Nehru, il s'agit de renforcer l'alternative à la civilisation dominante, fondée sur le capitalisme et l'individualisme. Pour les nationalistes hindous d'aujourd'hui, s'inspirer du Japon doit, de la même façon, permettre d'échapper à l'américanisation. Le rapport avec l'occident est de toute façon consubstantielle à l'asiatisme indien, et peut être à l'asiatisme en général. Mais, si l'asiatisme sert aujourd'hui des intérêts nationaux, il peut fondre ceux-

ci en son sein au fil du temps. Il est possible que le nationalisme de demain, dans cette partie du monde soit l'asiatisme.

### **Le retour ambigu de la Chine en Asie**

L'hypothèse est sans doute extrême, et rien ne prouve qu'elle s'imposera. Au milieu des années 90, c'est la complexité métamorphique, de la Chine qui implique dans des mélanges encore énigmatiques les sédiments du passé, les tendances puissantes à l'intégration mondiale, la séduction croissante de l'asiatisme et les crispations nationalistes.

Cette complexité rappelle que, dans les relations issues du voisinage, ce sont la coopération et la concorde qui constituent l'exception, en Asie comme ailleurs. Après avoir été plus séparées que réunies par leurs histoires, la Chine et l'Asie se sont récemment rapprochées, mais de façon ambiguë et non définitive. Mais ni l'évolution prévisible des pays asiatiques, ni surtout celle de la Chine ne permettent d'affirmer ce que seront les effets réels de ce rapprochement. Que la Chine soit rentrée en Asie est possible, et même probable.

### **Le Japon face à l'Asie**

La relation du Japon à l'Asie apparaît donc très ambiguë et complexe. Le courant «asiatiste», dont le politicien conservateur Ishihara Shintaro n'est que le porte-parole le plus provocateur, apparaît moins comme la manifestation de la redécouverte d'une identité commune le sous-produit de la détérioration des relations avec les Etats-Unis. Comme le dit une formule à la mode «Si ça ne va pas avec l'Amérique, on peut toujours essayer l'Asie».

### **Conclusion**

L'asiatisme est, on l'a vu, de nature idéologique. Il est né au début de l'année 80, il n'est pas original seulement par son contenu, mais aussi par son développement concret. Il devrait être compris comme une sorte de détour régionaliste dont l'objectif final serait une substantielle conservation de l'universalité du monde contemporain. Il risquerait de renforcer dans le reste du monde (et tout particulièrement en Amérique du Nord et en Europe) des tendances à la clôture dont les économies asiatiques pourraient pâtir dangereusement. L'inconnue centrale de l'asiatisme réside dans son rapport encore énigmatique à l'universel.

## **SEANCE2:**

### **Le théâtre de l'Asie Nord-Est**

#### **COMPTE RENDU ( LCL de GUILLEBON : France )**

Il s'agissait, au cours de cette séance, d'aborder trois thèmes autour du théâtre de l'Asie du nord-est. Tout d'abord, celui du Japon et de son poids dans cette région, en étudiant le contexte historique et le problème de la sécurité de l'archipel. Ensuite, de faire le point sur l'héritage de la guerre froide au travers de la question coréenne et d'étudier la place de la Russie en Asie. Et enfin, d'aborder la difficile intégration sub-régionale en regardant les progrès de l'intégration économique et l'illusion d'un système de défense collectif.

Après l'exposé d'introduction effectué par Madame Valérie Niquet, deux stagiaires ont traité les sujets suivants:

- Point sur la question coréenne.
- La Russie et le Japon et la question des îles Kouriles.

Ces exposés ont été complétés et commentés par notre chargée d'étude.

#### **1- Le poids du Japon.**

Pour comprendre les équilibres stratégiques du nord-est de l'Asie, il faut inclure dans cette zone, la Chine, la Corée, la Russie (par sa façade est), et le Japon. Parmi tous ces pays, le Japon a une grande importance par sa puissance économique qui domine le marché asiatique jusqu'aux confins sud de la Russie.

##### **1.1. Le contexte historique.**

Le bouleversement de 1870 avec la révolution de Meiji est à l'origine du développement économique du Japon, développement qui a été accompagné par une réforme politique et le début d'une montée en puissance des forces armées.

La victoire militaire de 1905 sur la Russie marque l'entrée dans l'histoire de l'archipel qui va continuer à développer son armée jusqu'à l'entrée en guerre dans la seconde guerre mondiale.

Après 1945, le Japon fut considéré par l'occident comme un rempart face au communisme. Grâce aux apports financiers occidentaux et surtout américains, le Japon va connaître un développement fulgurant et devenir la première puissance économique de l'Asie du nord-est.

Néanmoins, si le Japon est devenu «Le géant économique», il n'en reste pas moins «Le nain politique», car la défaite de 1945 lui interdit de posséder une armée. Il ne possède que des forces «d'autodéfense», créées pendant la guerre froide. Ceci suscite certaines inquiétudes de sa part au niveau de sa sécurité régionale.

## 1.2. La sécurité de l'archipel.

Depuis la fin de la guerre froide, si la menace russe a subi une baisse tangible, l'archipel reste quand même dans un environnement de risques qui sont multiples:

1- La Corée du nord qui constitue le risque n° 1, surtout avec le développement des missiles capables d'atteindre le Japon.

2- La montée en puissance de la Chine et ses évolutions incertaines.

Entre autres, il y a une réelle incertitude quant à l'avenir des voies de communication dont le Japon dépend à 70 % (Mer de Chine).

Deuxièmement, le Japon est inquiet de la montée du nationalisme en Chine.

3- La Russie qui reste une menace par la prolifération et la dissémination de ses armes nucléaires dans les différents pays qui l'entourent.

Enfin les liens qui existent par l'intermédiaire de la secte Aouïn entre le Japon et certains éléments en Russie: liens qui ont été mis en évidence après l'attentat au gaz sarin à Tokyo. Des armes seraient fournies à la secte par l'intermédiaire de Russes assez proches du pouvoir, ce qui constitue un risque pour le Japon.

C'est dans ce sens et pour contrer ces menaces que des accords nippo-américains ont été signés mais qui semblent insuffisants aux yeux des Japonais.

D'autant plus qu'aujourd'hui, les capacités de réaction des forces d'autodéfenses japonaises sont remises en cause face à des crises, comme après la catastrophe du tremblement de terre de Kobe. Tout ceci demande une redéfinition des missions des forces d'autodéfense, tout en prenant en compte l'opinion japonaise très pacifiste. En effet, la presse surveille de très près les décisions politiques concernant la défense afin que les missions de ces forces restent limitées. Cependant, depuis 1993, ces forces peuvent participer aux opérations de maintien de la paix au sein de l'ONU.

## 2- L'héritage de la guerre froide.

Mme Niquet a introduit les exposés faits par les stagiaires du groupe en abordant l'héritage de la guerre froide en Corée, en insistant sur l'état de délabrement de ce pays, et la question des îles Kouriles entre le Japon et la Russie. Ce dernier point serait en cours de négociations à l'amiable, l'opinion des habitants des îles Kouriles étant très favorable à un rapprochement avec le Japon où le niveau de vie est beaucoup plus élevé.

Aujourd'hui, l'investissement japonais dans la région est le plus important. Cependant, il dépend à 70 % du gaz et du pétrole en provenance du continent eurasiatique (Russie entre autres).

Depuis 1994-1995, les Etats-Unis, le Japon et la Russie se réunissent et, depuis 1996, développent des liens de sécurité.

Le Japon participe aussi financièrement en Corée du sud à la dénucléarisation.

Globalement, le Japon a une importance primordiale dans la région et a aussi un certain nombre de craintes sur l'avenir.

### 2.1. Point sur la question coréenne: (Colonel Mulasikwanda)

## 2.2. La Russie et le Japon et la question des îles Kouriles: (Commandant Mares)

La reprise de la chargée d'étude sur ces deux sujets a eu pour objet de préciser que le conflit coréen risque de perdurer jusqu'à l'effondrement total de la Corée du nord. Le problème de la réunification n'est pas comparable à la situation de l'Allemagne après la chute du mur de Berlin. La Corée du nord a gardé une idéologie personnelle, coincée entre l'URSS et la Chine. La Corée du sud n'a pas les reins assez solides pour soutenir économiquement la Corée du nord et se serait effondrée financièrement et économiquement.

Aujourd'hui, on est dans l'attente de l'évolution du régime nord-coréen qui «serait peut-être au bord de la faillite». Son avenir est un gros point d'interrogation. De plus, il n'est pas certain que la réunification des deux Corée serait un facteur d'apaisement dans la région, car il subsiste un problème de minorités coréennes sur le territoire chinois qui pourraient faire l'objet de revendications.

De plus, il subsiste une tradition de division au sud, car il y avait autrefois deux royaumes en Corée du sud. Une petite rétrospective historique est nécessaire pour comprendre le phénomène.

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, la Corée était sous la domination japonaise. Puis, après la défaite du Japon en 1945, les Etats-Unis et l'URSS se partagent la Corée au niveau du 38° parallèle en y implantant leurs troupes. C'est le commencement de la guerre froide avec les provocations soviétiques par partis communistes interposés. Ce sont les communistes de Mao Tse Toung, soutenus par l'URSS, qui triomphent des nationalistes de Tchan Kai Chek pourtant aidés par les Américains. L'URSS renforce son influence régionale. Lorsqu'en 1948, quand l'ONU décide d'organiser des élections en Corée afin de doter ce pays d'un gouvernement légal, le sud accepte les résultats des urnes tandis que le nord les refuse. Le sud proclame alors la République de Corée le 15 août 1948. Le 3 septembre, le nord proclame la naissance de la République Populaire et Démocratique de Corée. Les deux gouvernements prétendent représenter la Corée toute entière, chacun restant sur ses positions, ce qui fait que cette division artificielle au départ va devenir définitive et conflictuelle. Tant et si bien que le 25 juin 1950, la guerre de Corée éclate. Les troupes de la Corée du nord franchissent le 38° parallèle, débordent les troupes du sud, mal organisées et surprises par la rapidité de l'attaque, et en quelques semaines occupent tout le sud avec les troupes soviétiques. Les Etats-Unis préparent leur riposte en sollicitant l'intervention de l'ONU. Après avoir obtenu l'accord de l'ONU, le président Truman donne l'ordre au général McArthur de mener la contre-offensive au côté des seize autres pays mandatés par l'ONU. Rapidement, à partir du 15 septembre, la situation est redressée, Séoul est reprise et le 38° parallèle est atteint début octobre. Dès le 2 octobre 1950, la Chine fait savoir qu'elle réagirait si le 38° parallèle était franchi. Cet avertissement n'est pas pris en compte par les américains qui continuent leur progression vers le nord, si bien que dans la nuit du 15 au 16 octobre, les premiers «volontaires» chinois franchissent la frontière sino-coréenne et entrent en contact des troupes des Nations-Unies le 26. Une grande attaque chinoise est lancée et la guerre devient sino-américaine. Séoul est reprise par les Chinois, puis à nouveau par les Américains et une guerre de position va durer jusqu'à la signature de l'armistice le 27 juillet 1953. Aucun progrès n'a été accompli dans le processus de réunification, au contraire la situation devient désormais officielle au plan international. C'est

effectivement la situation qui perdure depuis près d'un demi-siècle avec deux régimes diamétralement opposés. La Corée du sud avec son régime libéral, son économie de marché et sa sécurité assurée par les troupes américaines sur place, connaît un essor économique formidable. Alors que la Corée du nord entretient un régime communiste pur et dur, soutenu par des aides militaires de la Chine et de la Russie, consacrant une part importante de son budget à sa défense, tout ceci au détriment du développement économique du pays. Malgré la pauvreté, rien ne bouge, ce qui laisse présager que l'Etat maîtrise parfaitement la situation. (Mais, on ne connaît pas tout du régime nord-coréen car c'est à l'heure actuelle le pays le plus fermé. On ne connaît pas le fonctionnement exact de ce gouvernement: tout est contrôlé et tronqué.)

La réunification reste quand même un objectif pour le sud comme pour le nord.

La question des îles Kouriles (cf. exposé) n'est pas encore réglée. Un des arguments russes, et qui n'est pas des moindres, est que les îles Kouriles constituent un verrou de la mer d'Okhotsk où sont stationnés les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins russes. L'origine de leur attribution à l'URSS remonte aux accords secrets de Yalta. L'attaque des Kouriles par les soviétiques eu lieu le 8 août, après Hiroshima.

On dit aussi que, les problèmes nationalistes étant importants en Russie, si la Russie abandonnait les Kouriles, la Tchéchénie revendiquerait aussi son indépendance.

Il faut savoir aussi qu'il existe des lobbies à Moscou, entre autres dans les milieux militaro-industriels, et qu'en ce moment les rapprochements avec la Chine impliquent un durcissement envers le Japon.

### **3 - Conclusion.**

Face au Japon, les occidentaux s'étonnent de la santé économique de ce pays et de ses capacités. Y-a-t-il un modèle japonais?

Il est vrai que face aux démocraties décadentes où chacun cherche son propre intérêt avant l'intérêt de la collectivité, le modèle japonais apparaît comme meilleur. Après la guerre de Corée, les Etats-Unis ont décidé de contribuer activement au redressement du Japon, ce qui a donné une situation très favorable au développement économique de l'archipel. De plus, le contexte économique mondial a été très favorable avec la reconstruction européenne et donc un marché pour l'exportation japonaise. Ce développement n'est pas non plus parti de rien, car le Japon avait déjà de bonnes capacités industrielles. Il a tout simplement fallu reconstruire cette économie sur de bonnes bases, en commençant par le développement de l'infrastructure et des réseaux ferroviaires. L'aide américaine apportée au Japon a été décuplée par la mentalité nipponne (ce même développement ne serait pas possible en Afrique par exemple).

Quelle est l'attitude des Chinois aujourd'hui face à la Corée du nord?

Aujourd'hui, les Chinois resteraient certainement très prudents avant d'entreprendre un soutien militaire à la Corée du nord en cas de conflit. Il est certain que la partition actuelle des deux Corée profite à la Chine et au Japon dans la région. La réunification entraînerait aussi une diminution non négligeable de la présence militaire américaine en Corée du sud. Donc, on peut conclure que cette situation profite

globalement à toutes les grandes puissances, qu'elles soient régionales (Japon, Chine) ou mondiale (U.S.A.).

## **EXPOSE B1 ( CDT MARES : Tchèque)**

### **La Russie et le Japon et la question des îles Kouryles**

#### **Introduction**

Le contentieux Nippon-Soviétique sur le Kouriles déjà cinquante ans fait échouer de la pleine normalisation des relations Russo-Japonaises. Le Japon a signé le traité de paix avec tous ses anciens adversaires de la Seconde Guerre mondiale sauf avec l'Union Soviétique. Le contentieux porte sur trois îles de l'archipel des Kouriles du Sud ( KUNASHIRI, ETOROFU, SHICOTAN ) ainsi que sur l'archipel des Habomaï qui sont réclamées par le Japon comme faisant partie intégrante du pays. Cet archipel du Pacifique Nord s'étendant linéairement entre le Kamtchatka et Hokkaïdo. Il a 10 000 km<sup>2</sup> et 25 000 habitants Russes dont la majorité a été installée dans cette zone dans les années 70. Ville principale est Kourilsk. La longueur de l'archipel est 2 000 km et fait de la mer d'Okhotsk une mer quasi fermée.

#### **1 La modernisation et l'expansion du Japon de 1868 à 1918**

Depuis 1868 le Japon change sa politique étrangère qui s'est préoccupé d'abord de la défense. Les îles proches de l'archipel des Ryukyu sont revendiquées en 1872 et les Ryukyu elles-mêmes deviennent une préfecture japonaise en 1879, malgré les protestations chinoises. Les îles de Bonin (OGASAVARA) sont annexées à la suite d'un accord l'Angleterre et les Etats-Unis en 1875. Les Kouriles sont partagées entre le Japon et la Russie par un traité de 1855, mais en 1875, le Japon renonce à réclamer une partie de l'île de Sakhaline en échange de la totalité de la chaîne des kouriles.

Les ambitions nationalistes et impérialistes du Japon augmentent avec sa puissance. Les traités inégaux sont révisés à partir de 1894. En 1894-95, le Japon fait une guerre victorieuse contre la Chine, à la suite d'un conflit en Corée, qui accorde en 1895 FORMOSE au Japon. La péninsule de Liaodong doit aussi revenir au Japon, mais la Russie, la France et l'Allemagne s'y opposent. Dès lors le Japon et la Russie sont en rivalité en Corée et en Mandchourie méridionale, ils s'affrontent dans une guerre (1904-05) dont le Japon est de nouveau victorieux. Il remporte des victoires en Mandchourie, notamment à Port-Arthur et à Moikden, et bat la flotte russe dans le détroit de Tsushima en mai 1905. Le traité de Portsmouth en 1905 lui accorde un bail sur l'extrémité de la presque île de Liadong ( concession GUANDONG ) en plus de droits en Mandchourie méridionale et d'une colonie au sud de Sakhaline - KARAFUTO. EN 1910 la Corée devient en protectorat avant d'être annexée. La guerre de 1914 permet au Japon d'étendre son emprise sur le territoire chinois, dans l'ancienne sphère d'influence allemande du Shandong ainsi qu'en Mandchouire et au Fujian. Les traités signés avec la Chine en 1915 sont au grand dam des Chinois, approuvées par les alliés du Japon dans des accords séparés qui reconnaissent ses revendications sur les îles allemandes du Pacifique Nord. En 1918 l'armée du Japon manifeste sa volonté d'indépendance à l'égard de l'autorité civile lors d'opérations en Sibérie contre la Russie soviétique qui arrêter seulement le développement intérieur au Japon.

## 2 Le contentieux Nippon-Soviétique

Sur Kouriles les Japonais installèrent une base navale à Paramuschiro, d'où partir l'attaque contre Pearl Harbour en décembre 1941. En 1945 les Soviétiques y ont effectué des débarquements et, l'ensemble de l'archipel a été annexé par l'Union soviétique et les habitants japonais étant expulsés. A partir des années 50, les Japonais ont soulevé la question des Kouriles du Sud et les Habomaï. En 1956, une première tentative de compromis avait tourné court mais les soviétiques ont toujours maintenu une position intransigeante, refusant même de reconnaître l'existence d'un contentieux territorial. Depuis, l'intransigeance était de mise des deux côtés jusqu'à ce que les réformes mises en oeuvre par Mikhaïl Gorbatchev n'entraînent un assouplissement au moins verbal de la position soviétique. De son côté, le Japon, inquiet du fait que ce contentieux de se rapprocher de l'Union soviétique alors que la guerre froide prenait fin et que les relations soviéto-américaines devenaient relativement chaleureuses, craignait un isolement grandissant sur cette question.

Depuis la visite de Boris Eltsine à Tokyo au mois d'octobre 1993, le principe d'un règlement rapide du conflit territorial entre le Japon et la Russie, en vue de la signature d'un traité de paix entre les deux pays, a été régulièrement réaffirmé sans que toutefois des progrès substantiels dans les négociations aient été accomplis. Au mois de mars 1996, le nouveau ministre des Affaires étrangères Eugène Primakov proposait à son homologue japonais en visite à Moscou de laisser la question territoriale en attente pour être résolue ultérieurement sans interdire l'amélioration des relations actuelles. Le ministère japonais des Affaires étrangères a toutefois rejeté cette ouverture après qu'elle a été renouvelée par la partie russe au mois de juin 1996. Lors de sa rencontre avec son homologue japonais, Primakov s'est toutefois montré conciliant en cherchant à rassurer sur la présence 7 000 soldats russes dans les Kouriles dont 3 500 dans la partie méridionale. Par contre inquiets de la situation au Moyen-Orient, principal fournisseur en pétrole de l'archipel, et incertains quant à l'avenir de la Chine, les stratèges japonais se sont sérieusement demandés si une amélioration des relations avec Moscou permettant une exploitation plus systématique des ressources naturelles de Sibérie occidentale ne serait pas dans l'intérêt du pays. Malgré l'aide humanitaire massive accordée à la population de Shikotan après le tremblement de terre du 4 octobre 1995 aucun compromis n'a pu être trouvé à ce jour, essentiellement à cause de l'incapacité de la direction politique russe à mettre en place une stratégie cohérente face au Japon. Les pressions des militaires ont été fortes. Ils prétendent que la mer d'Okhotsk est d'une importance stratégique fondamentale à cause des sous-marins nucléaires qui y patrouillent. Or, celle-ci est verrouillée justement par ces îles du sud, les Kouriles. Une rétrocession au Japon mettrait en cause, d'après ce lobby, l'efficacité de la dissuasion nucléaire, rare subsistant dans les mains des dirigeants de Moscou. Mais la véritable raison des hésitations des autorités russes réside probablement ailleurs. C'est qu'à la différence des précédentes pertes territoriales de l'Union soviétique qui ont vu certaines des républiques de l'URSS devenir indépendantes, les Kouriles font partie de la République de Russie proprement dite. Les autorités au pouvoir à Moscou craignent ainsi qu'une telle évolution n'entraîne un précédent particulièrement dangereux pour l'unité de la Russie elle-même, évidemment inacceptable pour les dirigeants russes. Pour leur part, les dirigeants japonais estiment visiblement qu'il est inutile de négocier aujourd'hui avec une direction russe affable, si

tant est qu'ils ne se résolvent jamais à une telle option de compromis. Rien ne permet de penser que ce contentieux pourra être réglé tant qu'une direction forte en place à Moscou ne pourra imposer une stratégie claire vis-à-vis du Japon.



## EXPOSE B2 ( COL MULASIKWANDA : Zambie)

### Point sur la question Corée

#### L'Introduction

L'Allemagne étant réunifiée, la Corée est aujourd'hui le seul pays au monde qui soit coupé en deux. Née de la Seconde Guerre Mondiale, cette partition fut renforcée par l'un des épisodes les plus tragiques de la guerre froide. La zone « démilitarisée » large de 4 kilomètres et longue de 250 kilomètres qui traverse la péninsule coréenne au niveau du 38° parallèle, demeure la frontière la plus étanche qui soit. La République populaire démocratique de Corée, ou Corée du Nord ( 120 538 km<sup>2</sup>; 24 millions d'habitants; capitale, Pyongyang, s'oppose encore invariablement à la Corée du Sud (99 484km<sup>2</sup>; 45 millions d'habitants, capitale, Séoul ). Mais d'où vient cette étrange pérennité de la division du peuple coréen?

#### L'origine géopolitique et historique de la division.

Le fait qu'elle est entourée par trois pays d'importance déterminante, la Russie, la Chine et le Japon et que, par voie de conséquence, tout changement politique d'envergure qui s'y produit, a des répercussions sur les intérêts stratégiques de ses voisins et ceux des Etats-Unis. A cause de cette position stratégique, ainsi que de sa richesse agricole, la Corée subit de nombreuses agressions de la Chine et du Japon. Elle sut cependant préserver au cours des siècles son unité nationale, à cause de l'attitude résolue de son peuple. En effet, l'origine géopolitique et historique de la partition de la Corée au niveau du 38 parallèle, remonte à la fin du siècle dernier, époque à laquelle le Japon avait décrété en 1890 que le centre de sa ligne d'intérêt se situait dans la péninsule coréenne. Alors que la dynastie coréenne avait fait appel à l'armée chinoise pour soumettre le soulèvement des paysans coréens en 1894, les forces japonaises prirent (saisirent) l'occasion offerte pour se joindre à l'armée chinoise. Afin d'éviter tout risque d'affrontement entre ces deux armées étrangères, la Grande-Bretagne proposa qu'elles stationnent l'une au Nord l'autre au Sud de la péninsule coréenne. Cependant, aucun des deux adversaires ne tint compte de cette proposition et les deux armées entrèrent immédiatement en conflit. Cette guerre sino-japonaise aboutit à la victoire du Japon et au traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895 entre les autorités de Tokyo et celles de Pékin. En moins d'un an le Japon réussit à dominer l'économie, la diplomatie et la politique intérieure de la Corée. Entre 1896 et 1904 où ils furent confrontés à la poussée puissante de la Russie en Mandchourie et en Corée, les dirigeants japonais négocièrent secrètement avec les Russes le partage militaire de la péninsule coréenne. La ligne de démarcation devait être située au niveau du 38 au 39 parallèle. Cependant, le retournement de l'équilibre en faveur du Japon, lui permit de se montrer de plus en plus exigeant. Avec la victoire de Tokyo en 1905 dans la guerre russo-japonaise, le Japon put étendre sa domination sur tout le territoire de la Corée

Les Coréens tentèrent plusieurs (maintes) fois tant à l'extérieur de la péninsule qu'à l'intérieur, par des moyens pacifiques ou par la lutte armée, de libérer leur pays Le combat était inégal et voué à l'échec. L'impérialisme nippon ne devait être vaincu qu'en

1945, grâce à la coalition des forces alliées. Lors de la Conférence de Yalta (en février 1945) durant les négociations concernant les conditions de la participation de Moscou à la guerre contre le Japon, Roosevelt et Staline soulevèrent l'idée d'un régime de tutelle (trusteeship) sur la Corée exercée conjointement par les Etats-Unis, la Russie et la Chine pour une période de 20 à 30 ans.

Avoir déclaré, le 8 août 1945, la guerre au Japon, déclenchait une attaque massive et progressait rapidement en Mandchourie et en Corée, contre l'armée nipponne. L'effet conjugué de l'offensive soviétique et des bombardements atomiques américains des 6 et 9 août sur Hiroshima et Nagasaki amena les autorités de Tokyo à communiquer à leurs homologues de Washington leur acceptation de la capitulation inconditionnelle du Japon. Entre temps les troupes russes occupèrent le nord de la Corée avant la capitulation japonaise. Pris au dépourvu, les Etats-Unis proposèrent que l'Union soviétique et eux-mêmes occupassent chacun une moitié de la Corée, de part et d'autre du 38 parallèle de façon à faciliter le désarmement des troupes japonaises stationnées en Corée. La ligne de démarcation, qui n'était à l'origine qu'une simple limite ( borne ) administrative provisoire devait progressivement acquérir le caractère de frontière internationale où s'affronteraient les deux moitiés de la Corée rendues hostiles l'une à l'autre, ainsi que le monde américain et le monde soviétique dont la rivalité et l'antagonisme ne cessaient de croître.

### **1950-1953 : La Guerre de Corée**

Pied par l'Organisation des Nations Unis dans la seule partie du sud, le Nord avait refusé, la formation de la République de Corée fut déclarée à Séoul. Les communistes au Nord ne demeurant pas en reste, la République populaire démocratique de Corée fut proclamée à Pyongyang en septembre 1948.

Dans le contexte aggravé par les incidents frontaliers, et dans le cadre de la guerre froide en cours de déclenchement à l'échelle planétaire, le régime pro-stalinien, du Nord tente d'unir la Corée par la force des armes. Le Conseil de sécurité de l'ONU décida, en l'absence de la délégation soviétique de constituer une armée des Nations Unis et de l'expédier en Corée repousser l'agresseur. Seize pays dont la France envoyèrent des contingents.

Après le débarquement qui permettait de prendre à revers les troupes nord-coréennes qui s'étaient avancées loins vers le sud, les troupes des Nations Unis progressèrent vers le fleuve Yalu qui constitue la frontière sino-coréenne. La Chine populaire prit la décision d'envoyer ses volontaires venir en aide à son voisin communiste en difficulté. Finalement l'armistice fut signé en juillet 1953. Aucun des deux Corées n'obtint de gains territoriaux. Les pertes humaines de part et d'autre avaient été plus de 3 millions de morts et de blessées.

Une normalisation entrecoupée d'actes de violence

Si la capture par les nord-coréens du Pueblo, navire de guerre américain, et le raid du commando nord-coréen qui pénétra jusqu'à quelques centaines de mètres de la Maison-Bleue, la présidence sud-coréenne, constituèrent les moments forts de la guerre froide des années 60, la destruction en plein vol du Boeing 747 de la compagnie

sud-coréenne KAL par les chasseurs soviétique près de l'île Sakhaline en septembre 1983 et l'attentat des Coréens du Nord auquel le président sud-coréen échappa de justesse à Rangoon le mois suivant symbolisèrent la nature toujours brutale et précaire de la guerre froide relancée depuis le début des années 80.

La politique des quatre modernisations lancée par Deng Xiaoping et la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev mis en fin aux soutient très important pour la Corée du Nord. Aux jeux Olympiques de 1988, qui eurent lieu à Séoul et auxquels les Chinois participèrent, l'équipe soviétique et l'équipe américaine se retrouvèrent après huit ans de boycott mutuel, consacrant ainsi dans son foyer d'Extrême-Orient même la fin de la guerre froide. Cependant, en lieu d'accepter l'invitation aux jeux Olympique. les Coréens avaient envoyé en décembre 1987 leurs agents faire exploser en vol un autre Boeing de passagers de la KAL, rempli d'ouvriers sud-coréens de retour des chantiers de construction du Moyen-Orient. Cet acte de brutalité était significatif de la nature ambivalente de la détente à l'oeuvre depuis plusieurs années en Extrême-Orient. Par la suite, tandis que la Corée du Sud établissait des relations diplomatiques tant avec l'Union soviétique (1990) qu'avec la Russie qu'avec la Chine (en 1992), la Corée du Nord resta et reste encore sans lien officiel avec le Japon ni les Etats-Unis.

Les tentatives de Pyongyang de se doter de l'arme nucléaire et de se soustraire aux obligations du Traité de non-prolifération nucléaire ont abouti à une tension américo-coréenne en 1994. L'essai de Rodong n° 1 (Travail n° 1), missile nord-coréen d'une portée de plus de 1000 km, dérange quant à lui le sommeil tranquille des Japonais. Déjà dépourvue d'appui russe et privée récemment du soutien chinois, la Corée du Nord paraît miser sur une tactique de fuite en avant en ce qui concerne ses rapports avec les Etats-Unis et le Japon, sur une tactique d'intransigeance dans le dialogue avec la Corée du Sud.

### Tentatives de Conciliation

Le dialogue entre les deux Corées était interrompu, depuis 1972, quand celles-ci adoptèrent une déclaration commune en vue d'une réunification pacifique. Le double rapprochement sino-américain et sino-japonais né de la doctrine Nixon avait en effet profondément modifié les données géopolitiques de l'Asie de l'Est dès le début des années 70, et les deux Corées avaient dû s'y adapter. Cependant, les dirigeants des deux Corées, après leur premier accord, s'étaient mis à exploiter ce dialogue pour renforcer leur propre régime et leur propre idéologie: régime autoritaire de Yushin en Corée du Sud et idéologie de djoutché en Corée du Nord. Le dialogue fut momentanément repris en 1986 dans le cadre de la Croix-Rouge, et une délégation de chaque côté, composée d'une centaine d'artistes et de membres de familles séparées, visita Séoul et Pyongyang.

Au niveau gouvernemental, le dialogue ne fut engagé qu'après l'effondrement du monde communiste à partir de 1990, l'année où les premiers ministres des deux Corées se rendirent tour à tour en visite officielle dans leurs capitales respectives.

Cette ambiance conciliatrice, qui permit en 1991 l'adhésion conjointe des deux Corées aux Nations-Unis et la constitution d'équipes communes de football et de tennis de table, changea brusquement quand la Corée du Nord remit en cause le *Team Spirit*, l'exercice militaire annuel exécuté conjointement par les forces armées sud-coréennes et par les troupes américaines stationnées en Corée, renforcées durant l'exercice par

des unités aéroportées venues directement des Etats-Unis. Le refus répété de la Corée du Nord de laisser inspecter ses installations nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique provoque un surcroît de tension.

### Deux Voies Différentes Pour Une Réunification

Si le sort de ce dialogue reste hasardeux et dépend largement des circonstances variables ( Kim Il Sung mort en juillet 1994, est remplacé par son fils Kim Jung Il ), l'orientation générale et la position fondamentale des deux Corées reste inchangée depuis 1972.

Préconisant une solution globale et immédiate aux questions coréennes, la Corée du Nord propose une approche politique en vue de constituer une République fédérale de Corée à laquelle incomberaient la diplomatie et la défense nationale, tandis que les affaires intérieures seraient affectées au gouvernement socialiste du Nord et au gouvernement capitaliste au Sud. Il s'agit donc, dans cette optique, d'aboutir rapidement à un accord politique qui résoudrait une fois pour toutes le double problème de la réunification nationale et de la structure de la paix sur la péninsule coréenne.

La Corée du Sud, de son côté, mettant l'accent sur l'hétérogénéité des deux sociétés coréennes séparées et fermées l'une à l'autre depuis bientôt un demi-siècle, préconise une approche dite fonctionnaliste qui consiste à promouvoir les échanges intercoréens dans les domaines non politiques en vue de cultiver une confiance mutuelle, minimale et nécessaire pour aboutir à terme à un éventuel accord sur les problèmes militaro-politiques. Le terrain ainsi préparé, une Communauté de la nation coréenne se constituerait pour s'occuper des affaires intercoréennes, tandis que les gouvernements respectifs des deux Corées jouiraient chacun de leur souveraineté entière jusqu'à ce qu'une République soit proclamée pour tous les Coréens.

Pacifiste tout au long de son histoire plurimillénaire, la nation coréenne, une fois réunifiée, saura-t-elle enfin mettre en valeur, dans le cadre de la paix et de la prospérité mondiale, sa double position géopolitique : espace rond-point de l'Extrême-Orient et carrefour entre le bassin Pacifique et le continent eurasiatique.



## **SEANCE3:**

### **Le théâtre de l'Asie Sud-Est**

#### **COMPTE RENDU ( CBA GBAKELA : Centraflique )**

##### **1er thème**

##### **L'Association des Nations du Sud-Est Asiatiques (L'ANSEA)**

L'ANSEA est constituée de 9 pays : Birmanie, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Singapour et Viêt-nam. Elle compte plus de 400 millions d'habitants. Sa position stratégique entre l'Océan Pacifique et l'Océan Indien favorise son économie. En 1961 sur initiative de la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande, a été créé le 1er regroupement comprenant l'Asie du Sud-Est (ASA) fondée le 31 juillet 1961 à Bangkok. Ces 3 pays sont réunis en une de consolider leurs accords dans le domaine économique social culturel scientifique et administratif. Mais 2 d'entre eux (Philippines et Malaisie) s'affronteront pour le nord de Bornéo.

L'ANSEA dispose des partenaires du dialogue dont les principaux sont le Japon, les Etats-Unis et l'Union européenne avec lesquelles elle réalise ses échanges extérieurs.

Après sa création d'autres pays sont venus s'ajouter dès la fin de la guerre froide: le Viêt-nam en juillet 1993, la Birmanie et le Laos en 1997.

En matière de sécurité, l'ANSEA a des moyens limités en vue de faire face à de nombreux problèmes qui se posent à elle. Elle a été créée pour renforcer la cohésion commerciale et économique et ramener les droits de douane à moins de 5% sous forme d'un tarif préférentiel effectif commun entre les pays la composant. Une mesure a été prise en 1994 à Bangkok relative à la sécurité de l'ensemble de l'Asie-Pacifique. Toute cette zone ne doit pas être utilisée pour des essais des armes nucléaires.

Les problèmes de souveraineté, des revendications, et des possessions vont créer diverses tensions entre les pays de l'ANSEA.

Elle connaîtra une année difficile due à la déévaluation de leurs monnaies face au dollar.

##### **2e thème**

##### **La question Birmane**

Admise le 23 juillet au sein de l'Association des Nations de l'Asie de Sud-Est (L'ANSEA), la Birmanie (Myanmar) se porte mal. Alors que les monnaies de la région avaient cédé en juillet de 5% à 25% de leur valeur par rapport au dollar. C'est le plus vaste pays de l'Asie de Sud-Est continentale. C'est l'un des pays les moins peuplés de cette Asie. Seulement 8% de population active birmane est employée dans l'industrie, ce qui est une des plus faibles proportions en Asie du Sud-Est. Les valeurs très basses de ses exportations et importations s'expliquent non seulement par le niveau bas de son développement économique, mais aussi par la politique d'isolement, de fermeture que le gouvernement des militaires Birmans a imposée depuis 1962.

Malgré son sous-développement relatif, la Birmanie est pourtant auto suffisant sur le plan alimentaire. La production de pétrole a régressé ce qui a entravé la croissance économique enregistrée au cours des années 1974-1983, les importations étant dans ce domaine limitées par le déficit de la balance commerciale. Cependant, dans un contexte d'étatisation des principaux secteurs économiques et de fermeture prolongée aux investissements étrangers tant privés que publics, le marché noir a pris une importance croissante. La Birmanie, alors colonie britannique, était en 1940 le premier pays exportateur de riz dans le monde, produisant à elle seule autant que la Thaïlande et l'Indochine française réunies.

La Birmanie se trouve aujourd'hui dans une situation intérieure critique en raison tout à la fois de sous-développement persistant, de son isolement avec le reste du monde, mais à cause des luttes ethniques au pouvoir depuis 1962, cherche à s'y maintenir à tout prix malgré des insurrections ethniques anciennes et une opposition de plus en plus forte dans la population birmane des grands centres urbains. Les manifestations de mécontentement et les aspirations démocratiques des étudiants ont été violemment réprimées en 1988. Les violations flagrantes des droits de l'homme, ont mis la Birmanie au loin de la communauté internationale. Tous les pays occidentaux ont suspendu leur aide, seul le Japon en a maintenu une partie. Les effectifs de l'armée n'ont cessé d'augmenter. Les importations massives d'armes en provenance de la Chine. La part du budget militaire dans le budget national était passé de 30% à 50%. L'influence grandissante de la Chine dans les domaines économiques politique et militaire inquiète les voisins de la Birmanie, en particulier l'Inde, qui voit d'un très mauvais œil les chinois prendre pied dans le golfe du Bengale en modernisant les forces navales birmanes.

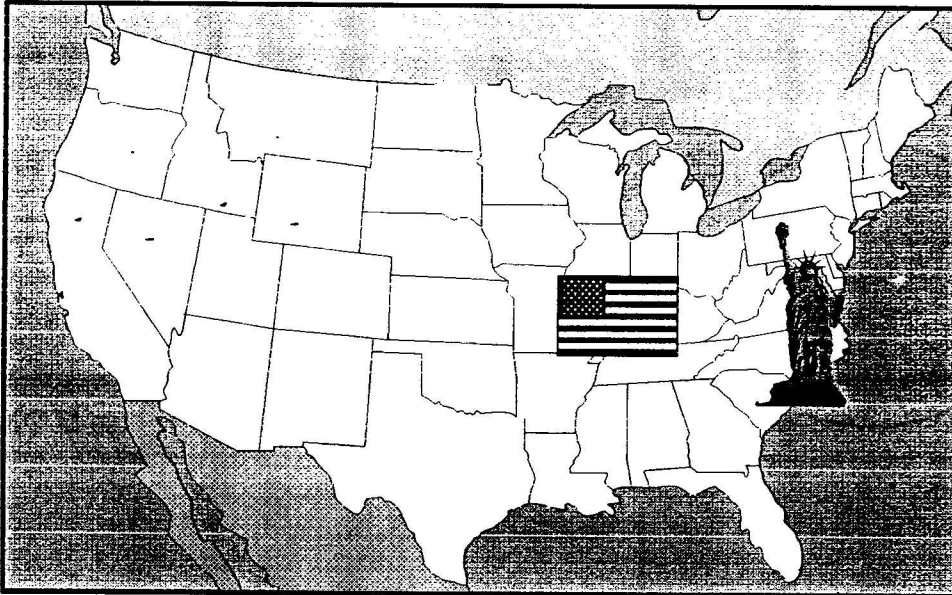
Ayant assisté deux fois au sommet de l'ASEAN (1996), la Birmanie sera-t-elle admise au sein de l'association? L'Indonésie et la Thaïlande y semblent favorables, mais cette dictature, qui a instauré le travail forcé sur ses grands chantiers de travaux publics, rencontre l'hostilité des USA en raison du non-respect des droits de l'homme.

En fait, l'essentiel du centre de gravité de la politique de l'Administration Clinton à l'égard de l'Asie concerne avant tout la sphère économique. Son objectif est de construire une architecture régionale de stabilité qui accompagne la croissance économique, l'intégration économique et assure la stabilité dans le long terme. L'intervention récente du FMI pour soutenir l'économie sud-coréenne est une illustration de cette volonté. Pour y parvenir les Etats-Unis entendent là aussi s'appuyer sur différents structures de concertation au premier rang desquelles figure l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation forum*). Dans cette perspective, les moyens militaires américains demeurent pour rappeler l'importance que Washington attribue à cette zone et jouer le cas échéant rôle de «pacificateur» avec, jusqu'ici, le consentement implicite ou explicite de la grande majorité des Etats de l'Asie.

## 5. CONCLUSION

Dans la conception géopolitique américaine, l'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale. Pour y participer, les Etats-Unis ont bien défini leur ligne géostratégique, c'est-à-dire ils ont défini une gestion stratégique de leurs intérêts géopolitiques. L'essentiel étant fait, il reste aux stratèges américains de donner une réponse adéquate à la question suivante: comment prévenir l'émergence d'une puissance eurasiennne dominante qui viendrait s'opposer à eux?

## LA POLITIQUE AMERICAINE EN ASIE NON CHINOISE

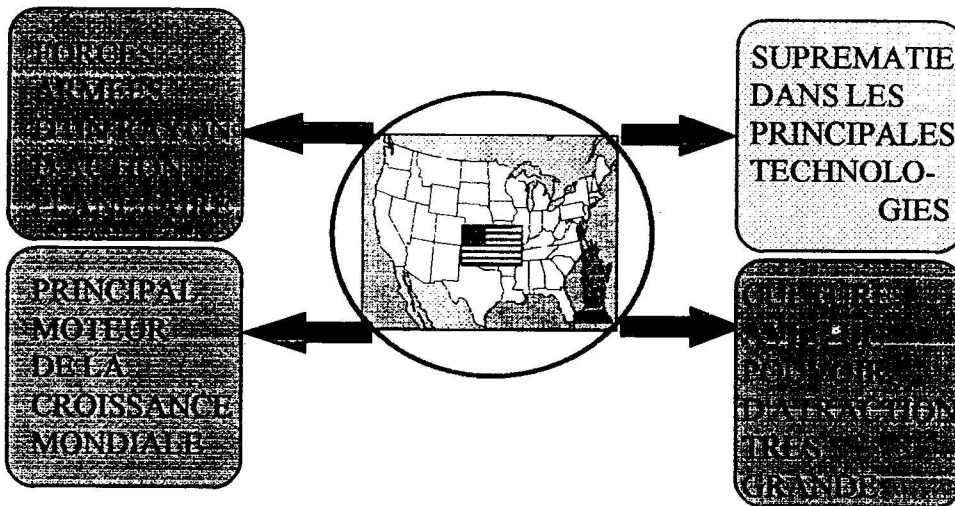


## PLAN DE L'EXPOSE

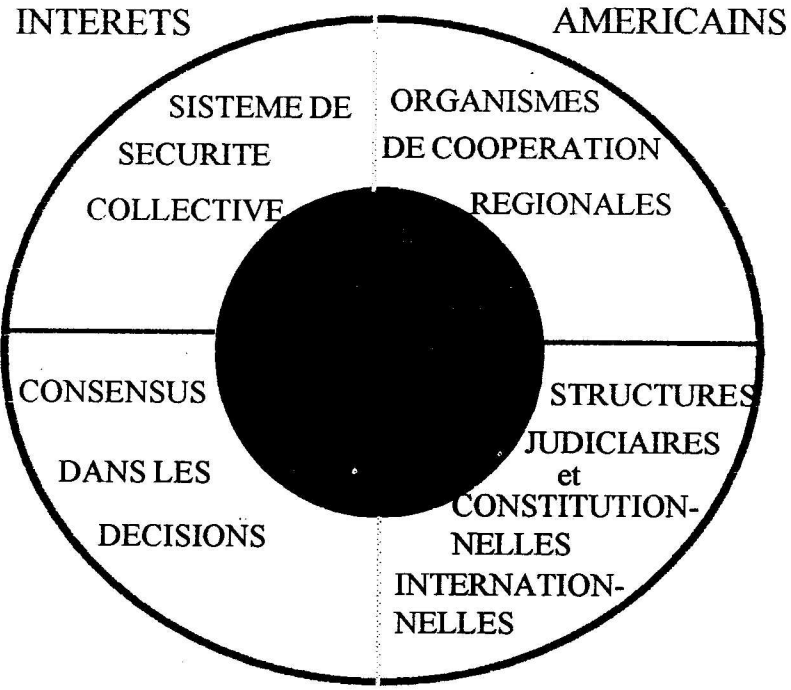
- 1) LA SUPREMATIE MONDIALE  
DES ETATS-UNIS**
- 2) LES INTERETS AMERICAINS  
DANS LE MONDE**
- 3) L'ENJEU GEOPOLITIQUE PRINCIPAL  
DES ETATS-UNIS**
- 4) LES DERNIERES EVOLUTIONS DE LA  
POLITIQUE AMERICAINE EN ASIE**

## LA POLITIQUE MONDIALE DES ETATS-UNIS

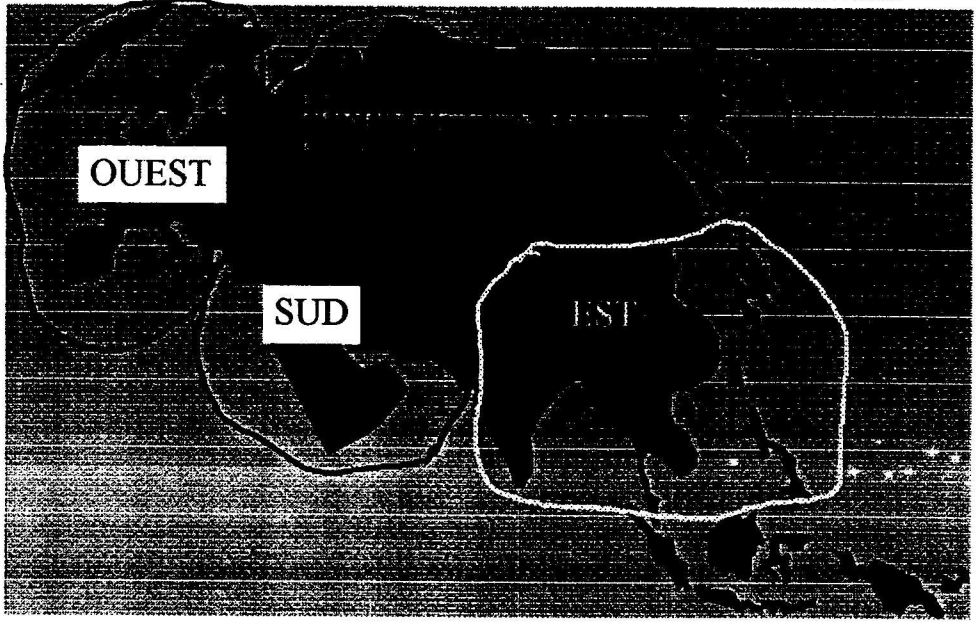
MILITAIRE- ECONOMIQUE-TECHNOLOGIQUE-CULTUREL

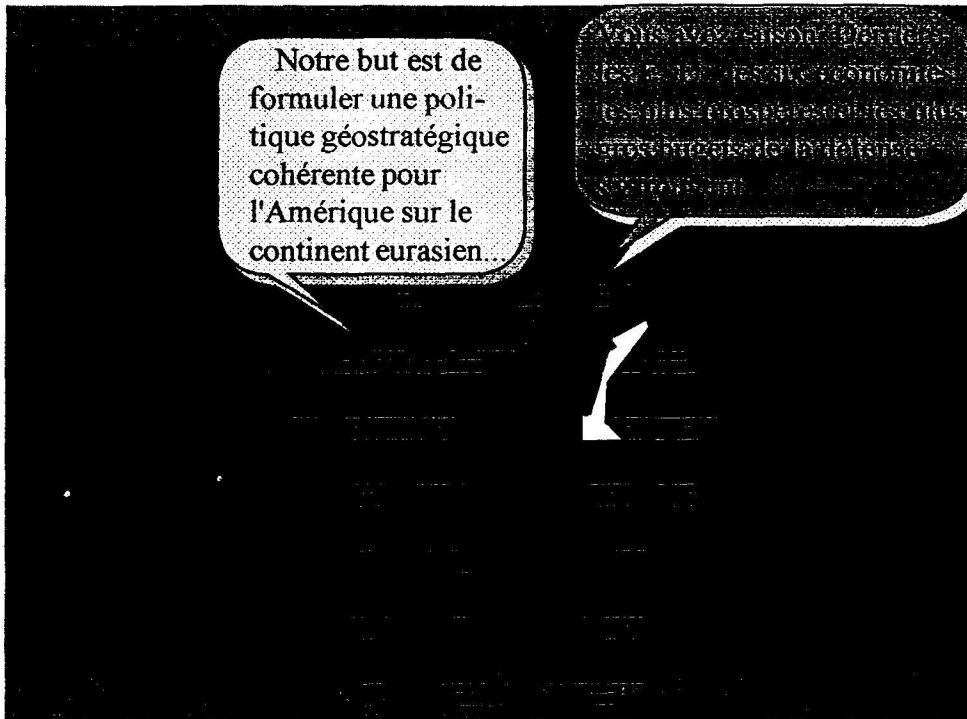


Ecrivez: LES ACTEURS GEOPOLITQUES DE PREMIER PLAN SONT LES ETATS DOTES D'UNE CAPACITE ET D'UNE VOLONTE NATIONALE SUFFISANTES POUR EXERCER LEUR PUISSANCE AU-DELA DE LEURS FRONTIERES.

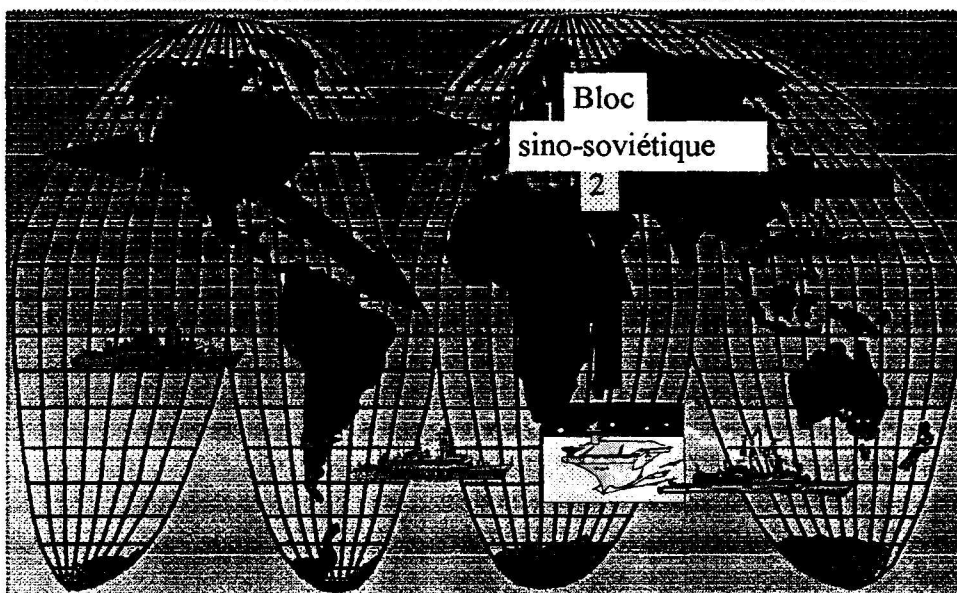


**ENJEU GEOPOLITIQUE-EURASIE**





## LES TROIS FRONTS STRATEGIQUES PRINCIPAUX





## ACTEURS

On peut identifier en Asie les acteurs géopolitiques suivants:

- de premier plan:  
LA CHINE; L'INDE;
- pays importants:  
le JAPON; L'INDONESIE;
- pivots géopolitiques cruciaux:  
L'AZERBAIDJAN  
la COREE  
la TURQUIE  
L'IRAN

Ces derniers, malgré leurs moindres moyens, jouent aussi, dans une certaine mesure, un rôle géostratégique.



## **EXPOSE D2 ( LCL KANIKOMO : Mali )**

### **LE FORUM REGIONAL DE L'ANSEA (L'ARF)**

A l'origine, l'ANSEA avait implicitement écarté les questions de sécurité régionale de son champ d'action. La déclaration de Bangkok, en 1967, affirmait néanmoins qu'un des objectifs de l'Association était «de promouvoir la paix et la stabilité régionale». Le contexte international, toutefois, ne se prêtait guère à des conversations sur ce sujet, ni entre les cinq membres de l'ANSEA, ni entre eux et leurs voisins. La guerre du Viêt-nam traversait une de ses phases les plus critiques, deux membres de l'Association, militairement liés aux USA, Philippines et Thaïlande, soutenaient l'intervention de ces derniers en péninsule indochinoise, alors que les trois autres étaient réservés: tous éléments qui auraient irrémédiablement ébranlé un regroupement régional encore fragile.

Pourtant, les négociations entre membres de l'ANSEA ne tardèrent pas à s'orienter vers les questions de sécurité. Dès 1971, la Conférence ministérielle réunie à Kuala-Lumpur avait adopté le 27 novembre, une déclaration relative à la neutralité de l'Asie du Sud-Est. Puis en 1976, la «Déclaration de concorde de l'ANSEA» adoptée lors du sommet de Bali avait franchi un pas supplémentaire: un paragraphe E intitulé «Sécurité» proclamait pour la première fois, aussi clairement, la volonté des Cinq de poursuivre leur «coopération relative aux questions de sécurité», soit entre eux, soit, hors du cadre de l'ANSEA, avec des puissances extérieures. Enfin, durant les années 1980, cette coopération avait pris la forme de manoeuvres militaires bilatérales de plus en plus nombreux et fréquents entre membres de l'Association.

L'accord de paix conclu à Paris concernant le Cambodge et plus généralement la fin de la guerre froide en 1991 amenèrent finalement l'Association à aborder plus ouvertement ce chapitre en organisant un «Forum régional de l'ANSEA» relatif aux questions de sécurité en Asie du Sud-Est et plus largement en Asie-Pacifique. Aussi, le IV<sup>e</sup> sommet de l'Association réuni en janvier 1992 à Singapour, décida-t-il, outre la création de la «zone de libre-échange de l'ANSEA», le développement de la coopération en matière de sécurité entre membres de l'Association.

Une réunion préparatoire entre responsables de la Défense et des Affaires étrangères des Six, à Manille, en juin 1992, précisa le projet. La Conférence ministérielle annuelle de juillet 1993, à Singapour, fut effectivement suivie, avec les «partenaires», de consultations plus approfondies sur la composition et les perspectives de ce Forum régional.

Dans le même temps, depuis 1990, l'Indonésie avait organisé toute une série de réunions non officielles sur les conflits potentiels en mer de Chine du Sud (Bali, en janvier 1990, Bandung en juin 1991, Yogyakarta en juin 1992, puis Manille en mai 1993). De son côté, la Thaïlande avait également organisé une série de réunions non gouvernementales entre ANSEA et l'ONU (Bangkok en mars 1993, Singapour en juillet 1993 et Bangkok en février 1994) sur le thème de la «diplomatie préventive» suggérée par le secrétaire général de l'Organisation, B. Boutros Ghali, dans le cadre de

l'«Agenda pour la paix». Comme en matière économique et commerciale, l'ANSEA montrait ainsi qu'elle était rattachée en ce qui concerne la sécurité, à une coopération ouverte sur l'extérieur, Etats comme organisations internationales.

Le «Forum régional» sur la sécurité se réunit finalement à Bangkok, les 25-26 juillet 1994. Il rassemblait autour des six de la l'ANSEA, leurs sept «partenaires du dialogue» habituels : Australie, Canada, Corée (du Sud), Etats-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande et collectivement, Union européenne ; les trois pays «observateurs» : Laos, Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet-Nam; la Chine populaire et la Russie en tant qu'«observateurs spéciaux», ainsi que le Cambodge en tant qu'«invité»; la Birmanie était également présente, mais à titre d'«invité spécial de la présidence» du Forum, c'est à dire la Thaïlande.

L'objectif général était de jeter les bases d'une consultation permanente sur la sécurité, non seulement de l'Asie du Sud-Est, mais plus généralement de l'ensemble de l'Asie-Pacifique. Toutefois, la composition de ce Forum faisait apparaître deux absences notables: celle de la Corée du Nord alors qu'un grave contentieux nucléaire l'opposait à la communauté internationale et surtout celle de Taiwan dont les revendications en mer de Chine du Sud étaient les mêmes que celles de la Chine.

Le Forum de 1994 ne pouvait pas, d'emblée, aboutir à des décisions spectaculaires. Le résultat essentiel était d'avoir réuni au sein d'une même enceinte des Etats, dont les objectifs de sécurité étaient souvent contradictoires. Les discussions relatives aux questions de sécurité permirent aux membres de l'ANSEA de relancer l'idée consistant à faire de l'Asie du Nord-Est une «zone de paix, de liberté et de neutralité», ainsi que le projet d'un éventuel traité de dénucléarisation de la région, depuis très longtemps évoqué, mais jamais réellement discuté. Le principe d'une réunion annuelle de ce Forum fut admis.

En organisant ce Forum régional, l'ANSEA avait surtout fait preuve de sa maturité et de son dynamisme international. Alors que les grandes puissances les plus intéressées à l'équilibre et la sécurité de l'Asie-Pacifique ( Chine, Etats-Unis, Japon et Russie) étaient incapables d'imaginer un cadre adéquat dans lequel traiter ces questions, c'étaient les petits et moyens Etats de l'ANSEA qui, les premiers, avaient ainsi réussi à jeter les bases d'un dialogue sur la sécurité de la région.

Le résultat le plus spectaculaire de cet effort de l'ANSEA en matière de sécurité a été la conclusion, le 15 décembre 1995, du traité de Bangkok qui dénucléarisait l'Asie du Sud-Est. Ce traité bannissait d'Asie du Sud-Est toutes les armes nucléaires. Les signataires s'interdisaient :

- de développer , fabriquer ou acquérir par d'autres voies, posséder ou avoir le contrôle d'armes nucléaires;
- faire stationner ou transporter des armes nucléaires par quelque moyen que ce soit;
- faire des essais ou utiliser des armes nucléaires.

Ils ne permettront à un autre Etat de mener l'une quelconque de ces activités sur leur territoire. Le texte prévoit évidemment que les signataires pourront utiliser le nucléaire à des fins pacifiques.

Le traité de Bangkok ne modifiait pas fondamentalement la situation militaire en Asie du Sud-Est, laquelle n'a jamais été une région de stratégie nucléaire. Aucun Etat

de la zone n'avait l'intention de se doter d'armes nucléaires (encore que l'Indonésie ait songé, en ce domaine, à se faire aider par la Chine populaire, vers 1963-1964, sous le régime de Sukarno).

Toutefois, la signature de ce texte n'était pas sans conséquences. Sur un plan pratique, les Etats d'Asie du Sud-Est s'engageait à interdire tout transit d'armes nucléaires dans leur espace aérien et leur zone maritime, ce qui pouvait effectivement gêner certaines puissances nucléaires, notamment les Etats-Unis, et peut-être, un jour, la Chine populaire. Par ailleurs, sur un plan politique, l'initiative donnait aux Sept une cohésion accrue qui renforçait nettement la personnalité internationale de l'Association, non seulement face à la Chine populaire, seul pays d'Asie à posséder l'arme nucléaire, mais également face aux autres puissances nucléaires.

L'ANSEA, jusque-là considérée sous l'angle du dynamisme économique de ses membres, s'imposait désormais comme un regroupement dont il fallait également tenir compte en politique internationale.

## FICHE DE SYNTHÈSE ( CDT AKIYAMA : Japon )

### 1 Introduction

L'Asie non chinoise est une région remarquable pour son développement économique depuis les années 80. Malheureusement la crise économique survint dans cette région en juillet dernier et se prolonge encore aujourd'hui.

Après la seconde guerre mondiale, la confrontation bilatérale entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dominait dans cette région et aujourd'hui avec la disparition de la guerre froide, la politique de cette région change. C'est-à-dire que quatre grands pôles, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie influencent par leur puissance politique la conduite de la géopolitique de l'Asie. D'autre part, les pays du Sud-Est de l'Asie intégraient politique et économie ensemble et organisaient l'association des nations d'Asie du Sud-Est ( l'ANSEA ). En 1995, l'ANSEA a lancé le Forum régional de l'ANSEA ( ARF ) pour discuter de la stabilité de la sécurité de la zone. L'ARF est la seule organisation qui discute de la sécurité régionale dans la région.

Cette année notre sujet, l'Asie non chinoise, n'inclue pas la Chine. La Chine augmente sa puissance économique et politique rapidement et sera la superpuissance dans l'Asie-Pacifique au 21 ème siècle. Les pays de l'Asie non chinoise ne peuvent pas ignorer son influence. La Chine augmente également sa puissance militaire, cela deviendra une possibilité de nouveau conflit dans cette région.

### 2 La politique

Pendant la guerre froide, les Etats-Unis étaient confrontés avec l'Union soviétique et assuraient la sécurité de la région. Après la disparition de la guerre froide, la Chine augmente sa puissance économique et militaire dans la région. Beaucoup de pays de la région sont inquiets de son intervention. L'équilibre entre les Etats-Unis et la Chine est très important pour la stabilité régionale au 21ème siècle.

Les problèmes héritiers de la guerre froide sont la question des îles Kouriles et celle de la péninsule coréenne.

Les îles Kouriles sont occupées par l'Union soviétique depuis la seconde guerre mondiale, mais sont revendiquées par le Japon qui considère que ces îles constituent une partie historique et inaliénable de son territoire national. Depuis 1945, la Russie refusait la négociation de cette question, mais l'année dernière, le président de la Russie Boris Eltsine et le premier ministre du Japon Ryutaro Hashimoto étaient d'accord pour conclure le traité de paix nippon-russe jusqu'en 2000. C'était une grande ouverture pour la résolution de cette question. La Russie a besoin des investissements japonais pour rétablir son économie. Mais la position politique de Eltsine est très instable. Parce que des nationalistes russes s'opposent à la question, et la Russie a également d'autres problèmes de revendications territoriales.

La question coréenne est très difficile. Le régime de Kim refuse la négociation de l'unification de la Corée, et ferme son pays strictement. La Corée du nord s'isole politiquement et diplomatiquement du monde. Elle est suspectée de développer d'autre armement nucléaire. Les Etats-Unis ont exigé l'arrêt de la production une bombe nucléaire. La conférence de quatre pays ( La Corée du Sud, La Corée du Nord, les Etats-Unis, et la Chine ) essaie de trouver une résolution de la question coréenne, mais

la Corée du Nord insiste pour que les Etats-Unis retirent leurs forces militaires qui stationnent en Corée du Sud et voudrait négocier directement le traité de paix avec les Etats-Unis. Evidemment la Corée du Sud et les Etats-Unis refusent sa proposition. On ne pourra jamais trouver de solution tant que le régime de Kim en Corée du Nord n'aura pas disparu.

Pendant que beaucoup de pays asiatiques sont démocratisés, un pays autoritaire, l'Union Myanmar existe encore. Elle ignore les conseils occidentaux sur les problèmes des droits de l'homme. Mais l'ANSEA a permis à l'Union Myanmar d'adhérer à l'ANSEA pour l'unification régionale dans l'Asie du Sud-Est. En effet, l'ANSEA, surtout par la Malaisie et l'Indonésie, s'oppose à l'intervention politique américaine. L'adhésion de l'Union Myanmar à l'ANSEA consolide les pays de l'ANSEA.

### 3 L'économie

Au cours des trois dernières décennies, la région de l'Asie a connu un développement économique très rapide comparativement à d'autres régions du monde. C'est depuis la fin des années 80 que le dynamisme industriel de l'ensemble de la région s'est fait sentir de façon encore plus importante, grâce aux investissements directs étrangers, à l'accroissement du commerce international, et à l'augmentation de la production intérieure des pays de la région.

Dans les années 70 et au début des années 80, la performance de la région au niveau du développement a été remarquable en terme de croissance du revenu par habitant. Mais c'est surtout à la suite de l'accord Plaza de 1985 que le développement économique de la région a été rapide, puisque cette entente a permis aux nouveaux biens manufacturés d'être exportés. Les succès de ce type d'industrialisation a favorisé l'apparition d'une interdépendance accrue et des liens économiques plus importants entre les différents pays de cette région.

Mais au début des années 90, l'économie japonaise est tombée dans la crise liée à l'éclatement de la bulle financière. Elle ne peut pas se rétablir de son dommage. Cela influence la crise de l'économie de l'Asie en ce moment. Le gouvernement japonais doit avancer dans la réforme du système financier.

Les finances de l'Etat de la Corée du sud se sont effondrées l'année dernière. Les entreprises coréennes concurrencent toujours les entreprises japonaises sur les marchés du monde. Elles ont donc investi en Russie et dans les pays de l'Europe de l'est. Car les entreprises japonaises hésitaient en raison des risques. D'autre part, les entreprises coréennes empruntent un maximum d'argent aux banques. Son économie marchant bien, la Corée du Sud croyait rembourser facilement ses dettes, mais cela n'a pas été le cas et elle est tombée dans la crise immédiatement. La Corée du sud a demandé au F.M.I. de l'aider et est d'accord pour la réforme de limitation des investissements étrangers.

La crise de l'Asie l'année dernière a été créée en Thaïlande, puis étendue dans presque toute l'Asie, notamment en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines. Leurs économies s'en ressentent, et surtout leurs monnaies. Les investisseurs américains et occidentaux sont un peu déçus et demandent une plus grande transparence financière et gouvernementale.

#### 4 La défense collective

Est-ce qu'un système de défense collective est une illusion? C'est une question très complexe. Parce qu'il n'y avait pas d'organisation de sécurité collective en Asie pendant l'époque de la guerre froide par rapport à l'Europe; l'OTAN et le Pacte de Varsovie. Après la seconde guerre mondiale, les pays de l'Asie Sud-Est ont signé un traité de sécurité avec les Etats-Unis, et la situation politique était très loin d'intégrer la défense collective à cause des économies et des problèmes intérieurs à chaque pays.

Le Forum de l'ANSEA ( ARF : ASEAN Reginal Forum ) a été créé en 1992. Ses membres sont ceux de l'ANSEA et également les autres pays de l'Asie, le Japon, la Chine, la Corée du sud etc. et les Etats-Unis, le Canada, l'Union Européenne etc.; Au total 18 pays et une organisation ont assisté à la conférence de l'ARF. Cette conférence est la seule occasion de discuter des problèmes politiques et de sécurité régionale, et de développer des mesures de coopération pour la paix et pour la sécurité. L'histoire de l'ARF est très courte par rapport à l'OTAN, depuis 1993. La création de l'ARF est donc un début de sécurité collective.

Mais les ambitions de chaque composant sont différentes. Les pays de l'ANSEA sont inquiets des gesticulations chinoises au large des Spratley et des Natuna. Parce qu'elle a proclamé sa loi sur ses eaux territoriales, et a réaffirmé avec vigueur sa souveraineté sur l'ensemble des archipels de mer de Chine du Sud en février 1992. Elle renforce sa marine et son armée de l'air. L'archipel des Spratleys est un grand problème dans la région. Le système de défense collective profite aux pays de l'ANSEA pour protéger l'archipel des Spratleys contre la menace chinoise.

La Chine a présidé une conférence de l'ARF, car elle voudrait prendre l'initiative de cette conférence pour trouver une bonne résolution du problème des Spratleys à son profit.

Quant aux Etats-Unis, ils disposent de forces militaires depuis longtemps pour protéger leurs intérêts et ceux de leurs alliés. Beaucoup de pays asiatiques pensent que la présence des Etats-Unis assure la sécurité dans l'Asie-Pacifique.

#### 5 Conclusion

L'Asie non chinoise essaie d'intégrer son économie et sa politique de plus en plus au niveau régional. Mais ce mouvement est très lent comme le début d'intégration de sécurité régionale. Cette région a encore des problèmes. Ce sont la crise de l'économie et la confrontation sur plusieurs endroits; la péninsule coréenne et la mer la Chine.

La stabilité économique est urgente. Les coopérations avec les Etats-Unis, les européens, et le Japon sont très importantes pour rétablir les économies de ces pays de l'Asie. Egalement, les pays de l'Asie doivent évoluer vers plus de transparence de leur politique et leur économie.

Quant à la stabilité stratégique, la présence des Etats-Unis est indispensable pour la stabilité de la région. Egalement l'Association régionale de l'ANSEA ( l'ARF ) est la seule occasion de discuter des problèmes de sécurité régionale dans la région. Tout d'abord, chaque participant doit augmenter sa confiance envers les autres.

L'Asie non chinoise a une puissance potentielle pour rétablir son économie et encore se développer au 21 ème siècle.

## **EXPOSE C1 ( CF DEBAVALYA : Thaïlande )**

### **L'Association des Nations du Sud-Est Asiatique ( L'ANSEA )**

#### **Introduction**

L'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) regroupe neuf pays : la Birmanie, le Brunei, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, Singapour et le Viêt-nam. C'est un ensemble important, qui compte plus de 400 millions d'habitants, représente un potentiel de ressources naturelles considérable, occupe entre l'Océan Pacifique et Indien, une position stratégique décisive, fait preuve d'une vitalité économique remarquable et, par conséquent, dispose d'une force politique significative.

#### **La fondation**

La naissance de l'ANSEA, pourtant avait été difficile. En 1950, le système connu sous l'appellation de «Plan de Colombo» fut, pour les Etats de l'Asie du Sud-Est, d'une importance plus considérable. A l'origine se trouvait le désir de la Grande-Bretagne et des Etats du Commonwealth d'Asie du Sud, du Sud-Est et du Pacifique de maintenir, au lendemain de la décolonisation, certains liens économiques entre eux.

En 1961, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande prennent l'initiative de créer le premier regroupement à caractère vraiment régional. L'Association de l'Asie du Sud-Est (ASA), fondée le 31 juillet 1961 à Bangkok. Ces trois pays se fixent pour objectif de collaborer entre eux dans les domaines économiques, social, culturel, scientifique et administratif. Ainsi que la paix et la sécurité régionales par le renforcement de la coopération politique. Le domaine militaire restant exclu.

A la fin du mois d'avril 1962, les Philippines entrent en conflit avec la Malaisie en revendiquant le nord de Bornéo (Sabah). Selon la formule proposée par le ministre des Affaires étrangères indonésien, il s'agit du MAPHILINDO (Malaisie, Philippines, Indonésie).

La fondation de l'ANSEA remonte à la déclaration de Bangkok du 8 août 1967, par laquelle a été créée une union de 5 pays de l'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande. Le but était de les souder ensemble pour renforcer leur coopération en divers domaines politique, social, culturel ; le domaine militaire restant exclu.

#### **Les partenaires du dialogue**

Actuellement, ces partenaires du dialogue traditionnels sont au nombre de dix : l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Union Européenne, et depuis 1996, la Chine, l'Inde et la Russie. Parmi ces partenaires du dialogue, les principaux sont bien évidemment le Japon, les Etats-Unis et l'Union

Européenne avec lesquels l'ANSEA réalisait respectivement, en 1991, selon le FMI, 21%, 17% et 15% de ses échanges extérieurs.

Chacun des membres de l'ANSEA est considéré comme « chef de file » du dialogue avec un ou deux partenaires particuliers. La Malaisie avec l'Australie, Singapour avec la Nouvelle-Zélande, l'Indonésie avec le Japon, la Thaïlande avec l'Union Européenne, les Philippines avec les Etats-Unis et le Canada et le Brunei avec la Chine populaire.

## **Le rôle de l'ANSEA**

### *L'élargissement*

Dès sa création, l'ANSEA avait tenu à marquer que « l'Association a été ouverte à la participation de tous les Etats de la région de l'Asie du Sud-Est et qui souscrivent aux buts, principes et objectifs » mentionnés dans la Déclaration de Bangkok du 8 août 1967. La conséquence de la fin de la guerre froide ; le Viêt-nam a intégré l'ANSEA en juillet 1995, la Birmanie et le Laos ont adhéré en juillet 1997, tandis que l'adhésion du Cambodge est actuellement suspendue. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a un statut d'observateur, la Corée du Sud dispose d'un statut spécial, le Sri Lanka a tenté rapprochement, tandis que l'Inde est un partenaire de l'ANSEA.

### *La zone de paix, de liberté et de neutralité*

En métier de sécurité, les acquis demeurent limités et les divergences à résoudre, nombreuses. Durant un quart de siècle, l'ANSEA avait disserté autour de la notion de « zone de paix, de liberté et de déneutralité » sans pouvoir prendre quelque décision que ce soit. Si tel ou tel de ses membres a joué un rôle dans le règlement de la crise cambodgienne, l'Association, en tant que telle, a été incapable de résoudre, par elle-même, un conflit régional auquel elle était, avec la Chine populaire, la première intéressée.

### *La zone de libre-échange*

Elle a été créée qui, progressivement, devrait renforcer la cohésion commerciale et économique de l'Association. Le but est de ramener les droits de douane applicables entre pays de l'Association à moins de 5% sous forme d'un « tarif préférentiel effectif commun ».

### *Le Forum régional*

Le Forum régional inauguré en 1994 à Bangkok, à créer un cadre dans lequel presque tous les Etats de la région ont commencé à s'entretenir du maintien de la paix et de la sécurité. L'objectif général était de jeter les bases d'une consultation permanente sur la sécurité, non seulement de l'Asie du Sud-Est, mais plus généralement de l'ensemble de l'Asie-Pacifique.

### *La zone dénucléarisée*

Dans cette zone, aucun Etat n'avait l'intention de se doter des armes nucléaires et aucune puissance extérieure à l'Asie du Sud-Est n'a jamais projeté de faire des essais, encore moins d'utiliser ses armes nucléaires dans cette région.

### **Tension au sein de l'ASEAN**

Dans cette région, les problèmes de souveraineté concernant la masse continentale ne sont pas tranchés. Au Nord-Est, la Chine et le Viêt-nam se disputent la possession des îles Paracels. Au sud, la Chine, Taiwan, le Brunei, les Philippines, la Malaisie et le Viêt-nam revendiquent leur souveraineté sur les îles Spratly. Le premier enjeu stratégique de cette zone est le contrôle de la route maritime Hong Kong-Singapour-Japon.

### **Une année difficile de l'ANSEA**

L'ANSEA connaît une année difficile. L'été dernier, ses rêves de grandeur se sont fracassés sur la dure réalité des déficits. Début août, le FMI a dû débloquer d'urgence plus de 100 milliards de francs pour placer la Thaïlande sous perfusion, c'est le plan de sauvetage. En deux mois, le baht thaïlandais, le peso philippin, le ringgit malaysien, la roupie indonésienne et même le dollar singapourien ont décroché face au dollar. La dévaluation a gommé 20% du PNB cumulé de la région : plus de 1000 milliards de francs volatilisés.

### **Conclusion**

L'Association d'abord formée sur une base politique et diplomatique. Pour le rôle politique, l'ANSEA prend des mesures en commun et le rôle du groupe régional pour garantir sa stabilité et sa sécurité. Le rôle économique, la croissance des pays membres, très rapide, ne peut être directement imputée à l'ANSEA, mais résulte essentiellement des politiques économiques nationales menées par les différentes capitales.

## EXPOSE C2 ( LCL RUTZ : France )

### LA QUESTION BIRMANE

#### Introduction

La Birmanie (Myanmar) occupe en Asie du Sud Est une place à part en raison de sa géographie, du poids de son histoire et des choix économiques et politiques des militaires au pouvoir depuis 1962 qui se refusent à conduire une véritable libération économique et politique. Cet état qui est au bord de la banqueroute, s'efforce cependant désespérément de s'intégrer au mouvement d'essor économique de l'Asie sans renoncer à sa politique interne d'intégration nationale par la force.

#### Le poids de l'histoire

L'histoire du peuplement de la Birmanie a été en partie conditionnée par les particularités de sa géographie. Etat le plus vaste de l'Asie du Sud-Est continentale, la Birmanie comprend une longue dépression centrale de près de mille kilomètres de long (bassin de Haute-Birmanie et delta de Basse-Birmanie) bordée de part et d'autre de montagnes difficilement pénétrables : à l'ouest la chaîne de l'Arakan et à l'Est les monts des Kachins, le plateau Chan et le Tenasserim. La Birmanie est soumise au régime de la mousson. Celle-ci déverse des précipitations extrêmement abondantes sur l'Arakan et le Tenasserim couverts de forêts denses et sur le delta de l'Irrawady, qui constitue la zone la plus fertile. Le bassin de Haute-Birmanie est sec et ses versants montagneux portent des forêts riches en tecks.

Les premiers habitants de la Birmanie, les môns peuplaient le delta de l'Irrawady. C'est au début de notre ère qu'une peuplade tibéto-birmane, les Puys, s'installe progressivement dans la vallée amenant le Bouddhisme. Le conflit durera un millénaire jusqu'à l'anéantissement des royaumes Môns au 18<sup>ème</sup> siècle. Au 8<sup>ème</sup> siècle des populations thaïes les chans peuplent le plateau oriental, complétant la mosaïque des 135 ethnies que compte le pays. Deux premiers empires birmans de courtes durées fédéreront temporairement et partiellement l'actuelle Birmanie. Il faut attendre le milieu du 18<sup>ème</sup> siècle pour que Alaungpaya fonde la troisième empire birman (1752-1885) qui s'étendra jusqu'à l'Assam.

Les anglais s'assurent par trois guerres successives (1824, 1852, 1885) la possession des plaines centrales. Les anglais entreprennent alors une longue et sanglante campagne de pacification pour contrôler les zones périphériques occupées par les tribus belliqueuses telles que les nagas, les kachins, les chans, les karens... Celles-ci avaient toujours été indépendantes, se contentant de payer parfois un tribut aux dynasties birmanes. Pour la première fois, les ethnies montagnardes et les birmans étaient soumis à une autorité commune mais pas aux mêmes lois. Les anglais administrèrent directement le bassin central et la plaine côtière en accordant aux minorités montagnardes une large autonomie et le droit d'être régies par leurs lois coutumières. Par respect pour leurs valeurs guerrières et pour les opposer aux birmans, les anglais ont également recruté ces minorités ethniques dans l'armée et la

police coloniale. Le christianisme diffusé par les colons s'est principalement implanté chez les karens, les kachins et les chins en réaction au bouddhisme birman. L'invasion japonaise pendant la seconde guerre mondiale renforcera ces divisions puisque les nationalistes birmans ont collaboré avec les japonais contre le pouvoir colonial britannique alors que les minorités ethniques resteront fidèles aux anglais.

On peut donc affirmer que la colonisation britannique a non seulement interrompu un processus d'intégration nationale amorcé par les royaumes birmans mais a contribué à accentuer les divisions ethniques. Par ailleurs, à la différence des états voisins deux groupes ethniques de même religion bouddhiste les birmans et les chans, se sont retrouvés en concurrence pour unifier une mosaïque d'ethnies en un état nation.

#### PANBIRMANISME ET PANBOUDDHISME:

Dès l'accession de la Birmanie à l'indépendance, la majorité birmane qui prit le pouvoir refusa toute autonomie aux minorités ethniques. Depuis cette époque, les armées de libération n'ont cessé de revendiquer une véritable solution fédérale ou pour certaines la possibilité de faire sécession. Ces menaces d'éclatement ont été en 1962 une des causes du coup d'état militaire. Le pouvoir de l'armée a persisté jusqu'à nos jours sans rupture majeure. En 1974, une nouvelle constitution a même abandonné les apparences de fédéralisme de l'union birmane de 1947. Sept nouveaux états ont été créés mais sont placés sous l'autorité directe du pouvoir central, à l'exemple des sept divisions du territoire à majorité birmane créées dès l'indépendance. Ces états correspondent en fait aux limites géographiques des divisions régionales militaires.

Vis à vis des minorités ethniques, le régime militaire a appliqué sans discontinuité la même politique depuis le coup d'état de 1962. Cette politique repose sur trois piliers : un nationalisme exacerbé teinté de sentiments panbirmanes et panbouddhistes, une méfiance viscérale à l'égard de l'étranger et la désignation de bouc-émissaires pour camoufler les difficultés internes du pays. Depuis 1991, le SLORC a accru massivement avec l'aide chinoise ses moyens militaires tant humains que matériels et a lancé simultanément des opérations militaires d'envergure contre tous les fronts de rébellions. Ces opérations se sont accompagnées d'une stratégie de délocalisation des populations et d'occupations permanentes par l'armée des sites stratégiques. Les populations sont soit exterminées, soit déplacées, soit concentrées dans des hameaux stratégiques sous le contrôle physique direct d'un camp de l'armée. Les villageois sont alors soumis au travail forcé à but militaire notamment à l'édification des routes autorisant l'action permanente des forces armées. Durant les offensives massives de 94 -95 et du début de 97, l'armée a réussi à capturer la plupart des bases fixes de l'armée de libération nationale karen qui a dû s'orienter vers des actions de guérillas.

Dans le même temps, le pouvoir a recherché et obtenu des accords de cessez le feu avec les groupes insurrectionnels de plus faibles importances. Le but à moyen terme de la stratégie de guerre civile du SLORC est de faciliter la concrétisation des divers projets économiques à ses frontières avec la Thaïlande, la Chine et l'Inde. qui constituent les seuls espoirs de revenus réguliers On constate que les zones d'efforts

militaires prioritaires se superposent aux concessions d'exploitation d'hydrocarbures terrestres et aux tracés des futurs axes autoroutiers et aux projets de gazoducs.

Il demeure que les groupes en question n'ont pas déposé les armes, et que ces cessez le feu sans accord politique sont particulièrement fragiles et coûteux puisqu'ils nécessitent une présence permanente de l'armée. Enfin, les actions militaires ont fait grossir les effectifs des réfugiés birmans à la frontière du Bangladesh et de la Thaïlande. Ces afflux de réfugiés augmentent les risques d'affrontements avec le Bangladesh en raison de l'activisme des groupes musulmans de guérillas qui se développent dans les camps de réfugiés. En Thaïlande, la crise économique récente a décidé les autorités à expulser les immigrés clandestins ( un million de birmans environ ) et à réduire le nombre des étrangers ( cent vingt mille birmans ) travaillant légalement dans le pays.

#### LA BIRMANIE AU BORD DE LA BANQUEROUTE :

La Birmanie est un pays au potentiel immense tant dans les domaines de l'énergie ( gaz, hydroélectricité ) et des minéraux ( cuivre, or, tungstène, nickel ) que de l'agriculture ( elle fut naguère le premier exportateur de riz du monde ) et des ressources forestières (avant la récente dilapidation, ce pays avait jusqu'à ces dernières années les plus grandes réserves de bois dur en Asie). En 1948 à son indépendance, les agences internationales l'avaient identifié comme l'un des candidat les plus prometteurs de la région pour un décollage économique. Or en 1987, la Birmanie a reçu de l'ONU le statut des pays les moins avancés. Bien qu'elle demeure autosuffisante en production alimentaire, le prix du riz a quadruplé depuis 1988 et les réfugiés du delta expliquaient leur fuite par l'impossibilité de nourrir leur famille. La polarisation entre zone urbaine et rurale a augmenté avec des témoignages de famine dans les régions frontalières. L'industrie légère a été virtuellement détruite en raison des importations à bas prix en provenance de la Chine. Les investissements étrangers se sont concentrés dans l'exploitation des ressources naturelles à très hautes profitabilités à court terme ( pétrole, gaz, teck, gemmes...) . La Birmanie a consommé une part importante de ses ressources naturelles ( troisième rang mondial pour la déforestation de forêts tropicales ) sans combler un déficit estimé à 1, 2 milliard de dollars.

La cause fondamentale des problèmes est que les structures, les priorités, l'incompétence et l'idéologie de l'autorité militaire sont incompatibles avec une économie saine. Les dépenses de défense officiellement de 43 % du budget national ( estimées à 60 % ) sont ruineuses et constituent un obstacle majeur à l'assistance financière extérieure. Le Japon en dernier, les pays occidentaux ont tous successivement suspendu leur aide économique et les Etats-Unis ont même interdit depuis avril dernier tout nouvel investissement américain. Le seul secteur économique en plein expansion est celui du commerce de la drogue. L'explosion du trafic est due à l'arrêt des opérations d'éradication du pavot et à l'implication directe du SLORC dans le transport et l'exportation de la drogue. Les fonds recueillis par ce trafic ne sont pas réintégrés dans l'économie nationale mais sont le plus souvent déposés à l'étranger, notamment à Hongkong.

## UNE TENTATIVE D'OUVERTURE?

Malgré sa situation intérieure très critique, la Birmanie a partiellement rompu son isolement international en obtenant cette année son intégration dans l'ASEAN en dépit des critiques virulentes des pays occidentaux; l'Union Européenne, par exemple, a récemment annulé une réunion avec l'Asean en raison de la participation de diplomates birmans. Les pays occidentaux dénoncent tant les violations constantes des droits de l'homme dans ce pays et que l'illégalité du pouvoir militaire qui a refusé de reconnaître en 1990 la victoire électorale écrasante de l'opposition démocratique menée par Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991. Pressé par ses parrains de l'Asean, le pouvoir birman tente donc de faire meilleure figure. Les 21 membres du SLORC auto-dissous ont cédé le pouvoir le 15 novembre dernier aux 19 militaires (pour la plupart des commandants de régions militaires) composant le «State Peace and Development Council». La dénomination du nouveau conseil, apparemment inspiré par l'exemple indonésien, traduit les deux priorités de la junte birmane: le maintien de l'intégrité nationale et le développement économique. Malheureusement, elle porte aussi en filigrane la volonté indéfectible des militaires de pérenniser leur pouvoir: la restauration de la loi et de l'ordre sont des tâches temporaires, la défense et le développement d'un état sont des tâches permanentes.

Pour son intégration au sein de l'ASEAN, la Birmanie a bénéficié tant de l'intérêt économique de ses voisins les plus proches (Thaïlande) que du soutien du parti dictatorial indonésien ou du parti musulman au pouvoir en Malaisie. Mais plus encore, la Birmanie a bénéficié de la crainte des pays de l'ASEAN de voir ce pays tombé sous l'influence totale de la Chine. Ce géant régional est déjà son premier fournisseur de biens transformés; il soutient le gouvernement birman par la fourniture de matériels militaires et a obtenu en échange une liberté d'accès pour la flotte chinoise aux ports birmans du Golf du Bengale et de la mer des Andamans. Cette influence grandissante de la Chine dans les domaines économiques, politiques et militaires inquiètent doublement les voisins de la Birmanie. D'une part l'irruption de la Chine dans le Golf du Bengale menace l'Inde d'un isolement d'avec les pays du Sud-Est et accroît les risques d'une future menace maritime chinoise. D'autre part, les risques subsistent d'une désintégration générale de la Birmanie en une mosaïque de potentats locaux et de zones ethniques rebelles. Quelle serait la réaction de la Chine face à une telle éventualité, alors même que l'on peut déjà la suspecter de favoriser une expansion démographique chinoise dans le nord de la Birmanie, et que les dirigeants birmans, eux-mêmes, l'accusent d'avoir ressuscité la guérilla communiste?



## **SEANCE4:**

### **Le maintien de la stabilité régionale**

#### **COMPTE RENDU ( LCL LAROUI : Maroc )**

A l'issue de l'exposé, Monsieur THUAL a évoqué le fait qu'au Moyen Age il existait deux Europe l'une dominé par les Allemands avec le catholicisme comme religion dominante, et l'autre marqué par Byzance de confession Orthodoxe qui ne tardera pas a tombé sous la coupe des Ottomans. Il s'en est suivi un mouvement de libération contre l'occupant Turque et contre la religion Musulmane.

Dans la crise des Balkans, le même sentiment a resurgi de la part des Serbes Orthodoxes qui se sont servis de la religion a des fins politiques et renforcer le nationalisme naissant.

Le problème majeur était celui de la fixation des frontières entre les entités qui se sont installées, à l'image du KOSOVO où la situation est inextricable puisque c'est le berceau des Serbes mais actuellement avec une population à 90% musulmane.

Dans le conflit qui a secoué l'ex-Yougoslavie, Monsieur THUAL a la conviction que c'est une guerre de nationalisme et non une guerre de religion, mais le prétexte était de faire référence a la religion.

## EXPOSE D1 ( LCL BAC SIS : Roumanie )

### LES DERNIERES EVOLUTIONS DE LA POLITIQUE AMERICAINE

*« L'Eurasie se situant au centre du monde, quiconque contrôle ce continent, contrôle le monde \*».*  
Zbigniew Brzezinski

#### 1. LA SUPREMATIE MONDIALE DES ETATS-UNIS

La suprématie des Etats-Unis aujourd'hui se distingue par la rapidité avec laquelle elle est apparue, par son envergure planétaire et les modalités qu'elle revêt. Il aura fallu moins d'un siècle aux Etats-Unis, dont le rayonnement était jusqu'alors cantonné à l'hémisphère occidental, pour se transformer sous l'influence de la dynamique des relations internationales en une puissance dont le poids et la capacité d'intervention sont sans précédent.

L'élément central de la position hégémonique actuelle des Etats-Unis reste la victoire militaire dans le premier conflit véritablement planétaire: la Seconde Guerre mondiale, qui a embrasé trois continents et a porté le feu jusqu'au coeur du Pacifique et de l'Atlantique. Cette victoire, partagée avec l'Union Soviétique, va mener à la rivalité entre les deux superpuissances pendant les cinquante années suivantes. Pendant toute cette période, la dissuasion nucléaire a fonctionné pour les deux rivaux comme une puissante auto-dissuasion. Le bloc sino-soviétique a dominé la majeure partie de la vaste Eurasie, sans réussir jamais à en contrôler les franges orientales et occidentales, sur lesquelles l'Amérique a réussi à s'ancrer et à se doter de bases solides.

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 après celle du système communiste européen (1989) provoque un nouvel ordre mondial où les Etats-Unis exercent une hégémonie absolue pour une durée indéterminée. Les Etats-Unis sont devenus la première puissance véritablement universelle. Ce qu'on appellerait un empire mondial si ce terme ne comportait une idée de domination territoriale. Or cette domination exercée par une démocratie se mesure en termes de puissance économique et financière, d'avance technologique, d'impact dans les communications, d'influence culturelle au sens le plus large et de supériorité militaire.

Les Etats-Unis n'ont pas actuellement de rivaux capables de leur disputer cette suprématie. Aucune puissance ne peut prétendre rivaliser dans les quatre domaines clé- militaire, économique, technologique et culturel- qui font une puissance globale. Seule l'Amérique est dotée de forces armées d'un rayon d'action planétaire; elle reste le principal moteur de la croissance mondiale; elle détient la suprématie dans les principales technologies innovantes; sa culture- même dans ses aspects les moins sophistiqués- bénéficie d'un pouvoir d'attraction très grande, en particulier auprès des jeunes générations. De ces avantages, elle tire un prestige politique et une marge de manoeuvre inégalée. La combinaison de ces quatre aspects lui confère la position de seule superpuissance globale.

L'Amérique est aujourd'hui plus impériale que jamais. Son projet est d'évidence d'ordre mondial, et elle souhaite maintenir aussi longtemps que possible un environnement international conforme à ses intérêts.

\*\*\*\*\*Le grand échiquier, p. 24, Bayard Editions, 1997

## 2. LES INTERETS AMERICAINS DANS LE MONDE

La foi des Etats-Unis est qu'un monde dans lequel les Etats-Unis n'auraient pas la primauté connaîtrait plus de violences et de désordres, moins de démocratie et de croissance économique que si les Etats-Unis continuaient, comme aujourd'hui, à avoir plus d'influence sur les affaires globales que tout autre pays. Le maintien de la primauté des Etats-Unis est essentiel non seulement pour le niveau de vie et la sécurité des Américains, mais aussi pour l'avenir de la liberté, de la démocratie, des économies ouvertes et de l'ordre international. C'est pourquoi les Etats-Unis ont engendré un nouvel ordre international qui reproduit et institutionnalise, à travers le monde, de nouveaux aspects du système politique américain. Ses principales caractéristiques sont les suivantes:

- un système de sécurité collective doté de forces et d'un commandement intégrés (OTAN, Traité de sécurité américano-japonais, etc.) ;
- des organismes de coopération économique régionale (ALENA, APEC, etc.) et des institutions de coopération mondiale (Banque mondiale, FMI, OMC);
- une recherche du consensus dans les décisions, même si les procédures sont dominées, de fait, par les Etats-Unis ;
- des structures judiciaires et constitutionnelles internationales tels que la Cour internationale de Justice et le tribunal spécial pour les crimes de guerre.

## 3. L'ENJEU GEOPOLITIQUE PRINCIPAL DE L'AMERIQUE

Dans le discours géopolitique américain, l'Europe et l'Asie forment un seul continent, l'Eurasie\*. En fait, la géopolitique classique tenait tout au long du siècle le continent eurasiatique pour le pivot du monde, car depuis l'aube de l'histoire, l'essentiel du destin politique et militaire du monde s'était joué sur cette masse. Pour l'Amérique, l'enjeu politique principal est cette Eurasie où vivent 75 % de la population du monde , où se trouvent la majeure partie des ressources ainsi que les deux tiers de la production mondiale.

Depuis peu, la superpuissance unique que sont les Etats-Unis est devenue le pivot géopolitique mondial et l'arbitre d'une Eurasie dont les deux zones économiques majeures sont, à l'ouest, la Communauté européenne et, à l'est, l'Asie orientale en rapide expansion.

\*\*\*\*\*ZBIGNIEW BRZEZINSKI:

«Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde », Bayard Editions, 1997

## 4. LES DERNIERES EVOLUTIONS DE LA POLITIQUE AMERICAINE EN ASIE NON CHINOISE

L'effort américain porte en Asie vers trois régions clefs:

1) vers le pourtour asiatique de la Russie. On peut ainsi constater qu'un axe Tachkent-Bakou-Tbilisi est en train de se former, réduisant l'influence de la Russie à sa périphérie.

a) dans l'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures, où les investissements pétroliers américains (entre autres Amoco) sont considérables depuis l'été 1991,

ouverture sur la mer Caspienne et chaînon entre l'Asie centrale et la mer Noire (par la Géorgie) et entre la Turquie et le Caucase nord;

b) dans l'Asie centrale musulmane où il s'agit de désenclaver afin de véhiculer vers le sud (via Iran) le gaz et le pétrole du Turkménistan et du Kazakhstan sans passer par la Russie. L'Etat clef de la région, sur le plan politique, étant l'Ouzbékistan.

Sur le plan géostratégique, l'opération a pour but de rejeter la Russie à l'extrême nord de l'Asie et de la condamner à n'être plus, dans l'avenir, qu'une puissance régionale. En ce sens, les Etats-Unis vont garder la Turquie comme allié préféré dans la zone et vont essayer d'attirer l'Iran dans leur giron.

2) vers les Etats-pivot de l'Asie traditionnelle: la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et l'Indonésie. L'importance stratégique de la Corée du sud ne doit pas être sous-estimée, d'autant plus qu'une Corée réunifiée modifierait l'équilibre régional. L'alliance avec le Japon et la Corée du Sud sont essentiels. Le rôle d'arbitre des Etats-Unis est ainsi assuré, étant donné que, dans la conception américaine, la Chine a besoin d'au moins un quart de siècle, voire plus, pour devenir une véritable puissance.

Trois thèmes peuvent être retenus dans le discours américain réservé à la zone asiatique: la présence militaire et diplomatique, le commerce et l'influence des idées américaines. Ce sont en même temps les moyens préférés de l'attitude géostratégique américaine en Asie. Nous allons traiter prioritairement de la présence militaire, plus proche d'ailleurs de nos préoccupations.

En Asie-Pacifique, la présence militaire américaine est placée sous la responsabilité d'un grand commandement, le *Pacific Command* (PACOM) dont le quartier général est à Hawaii. La zone de responsabilité de PACOM s'étend de la côte ouest des Etats-Unis à la côte est de l'Afrique, et, de l'Arctique à l'Antarctique. C'est-à-dire que PACOM couvre environ la moitié de la surface terrestre et 45 pays. Parmi les 100 000 hommes déployés en Asie, 47 000 le sont au Japon, 36 000 en Corée et le reste au sein de la VII-ème Flotte.

Le gros de la présence américaine dans le Pacifique est articulé autour de la marine. L'*US Navy's Pacific Force* comprend deux flottes, la III-ème et la VII-ème, ainsi que les unités du corps des *Marines* du Pacifique (*Fleet Marine Force, Pacific*). La III-ème Flotte a été créée en 1943. C'est sur le navire amiral de la III-ème Flotte, le cuirassé *Missouri*, qu'a eu lieu, dans la baie de Tokyo, le 2 septembre 1945, la signature de la capitulation japonaise. Placée en réserve quelques semaines plus tard, elle sera activée en 1973 et sera chargée d'opérer dans le Pacifique oriental. Afin de donner une grande mobilité à son commandant en chef, le quartier général de la III-ème Flotte se trouve depuis 1986 sur le *US Coronado (AFG-II)* basé en temps de paix à San Diego ainsi que l'essentiel de la III-ème Flotte. La VII Flotte a été également créée en 1943. Avec 60000 marins et personnel des Marines, c'est la plus grande flotte américaine déployée outre-mer. Elle est commandée à partir du navire *SU Bleu Ridage (CL 19)* basé à Yokosuka au Japon. Elle comprend de 1 à 2 porte-avions, 3 à 4 croiseurs, 18 à 20 destroyers ou frégates, 7 à 8 sous-marins, différents types de bâtiments de soutien logistique et environ 360 avions de l'aéronavale. Sa zone d'opération s'étend de l'océan Indien et du Cap de Bonne-Espérance au Pacifique à l'est de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. La perte des bases aux Philippines sur lesquelles elle s'appuyait pour son déploiement hors du Japon, a été compensée par une nouvelle répartition de la Flotte. Singapour

joue à cet égard un rôle important de pivot dans le cadre de la «swing strategy» consistant à faire basculer les moyens navals soit vers le Pacifique soit vers l'océan Indien en fonction des besoins. Les VII-ème et III-ème Flottes sont dépendantes de l'amiral commandant la Flotte du Pacifique ( *US Pacific Fleet* ) basée à Pearl Harbor ( Hawaii ). A la flotte il faut, bien sûr, ajouter la 3 division de Marines et ses soutiens aériens basés au Japon (Okinawa) et la I division de Marines et ses soutiens aériens basés en Californie. Les unités de l'armée de Terre assignées en temps de paix à PACOM et déployées en Asie se répartissent entre les 26000 hommes basés en Corée ( deux brigades de la 2 division mécanisée ainsi que des unités cadre de la 8-ème armée ) ; des éléments, basés au Japon, essentiellement ceux du quartier général du 9-ème corps destiné à renforcer les unités déployées en Corée et également un bataillon des forces spéciales (Okinawa ). La 25-ème division d'infanterie légère est, elle, basée à Hawaii. Une brigade de la 10 division de montagne se trouve en Alaska. En Corée, les forces américaines et celles de la Corée du Sud se trouvent sous un même commandement, le *Combined Forces Command (CFC)*, placé depuis la création de ce commandement, le 7 novembre 1978, entre les mains d'un général américain avec un adjoint coréen. C'est le CFC qui mènerait d'éventuelles opérations contre une attaque des forces de Pyongyang. La composante aérienne de PACOM, les *Pacific Air Forces (PACAF)* a son quartier général à Hickam Air Force Base à Hawaii. Les moyens dont PACAF dispose en temps de paix- 45000 hommes et environ 300 avions de combat- se répartissent entre la 7-ème Air Force basée en Corée avec deux bases principales à Osan et Kunsan; la 5-ème Air Force basée au Japon respectivement dans trois bases à Misawa, à Yokota et dans le sud à Kadena (Okinawa ); la 13-ème Air Force basée à Guam (*Andersen AFB*) et la 11-ème en Alaska (*Elmendorf AFB*).

\* \*  
\*

Au-delà des stricts moyens militaires, la politique générale de sécurité américaine en Asie-Pacifique, et la présence militaire qu'elle impose, repose désormais sur l'idée de «défense préventive». Celle-ci comporte plusieurs dimensions:

- le maintien d'alliances fortes conclus du temps de la guerre froide, respectivement avec le Japon (8 septembre 1951), la République de Corée (1 octobre 1953), les Philippines (30 août 1951), et l'Australie (1 septembre 1951). L'ensemble des pays de la zone continue à reconnaître tacitement que la présence militaire américaine joue un rôle de médiation sans laquelle d'anciennes rivalités entre puissances asiatiques pourraient réapparaître. Ce rôle permet à Washington de trouver en Asie-Pacifique d'intéressants débouchés pour ses industries de défense. Il faut souligner que la réunification des deux Corée pourrait entraîner un réaménagement significatif du dispositif américain affectant tant la Corée que le Japon, sans parler bien sûr des alliances elles-mêmes;

- le développement de mesures de confiance notamment en utilisant un forum multinational, l'*ASEAN Regional Forum* et le développement d'échanges de personnels et d'exercices conjoints sur le modèle de qui se fait en Europe avec le *Partnership for Peace (PfP)*;

- le dialogue « approfondi » avec la Chine;

- la lutte contre la prolifération d'armes de déstructuration massives.